

ERC/08/REP

RAPPORT

Innsbruck (Autriche)
26 et 27 juin 2008

**Vingt-sixième Conférence
régionale de la FAO
pour l'Europe**



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Date et lieu des Conférences régionales de la FAO pour l'Europe

Première	-	Rome (Italie), 10-15 octobre 1949
Deuxième	-	Rome (Italie), 10-15 octobre 1960
Troisième	-	Rome (Italie), 8-13 octobre 1962
Quatrième	-	Salzburg (Autriche), 26-31 octobre 1964
Cinquième	-	Séville (Espagne), 5-11 octobre 1966
Sixième	-	St. Julian's, (Malte), 28-31 octobre 1968
Septième	-	Budapest (Hongrie), 21-25 septembre 1970
Huitième	-	Munich (Rép. fédérale d'Allemagne), 18-23 septembre 1972
Neuvième	-	Lausanne (Suisse), 7-12 octobre 1974
Dixième	-	Bucarest (Roumanie), 20-25 septembre 1976
Onzième	-	Lisbonne (Portugal), 2-7 octobre 1978
Douzième	-	Athènes (Grèce), 22-27 septembre 1980
Treizième	-	Sofia (Bulgarie), 4-8 octobre 1982
Quatorzième	-	Reykjavik (Islande), 17-21 septembre 1984
Quinzième	-	Istanbul (Turquie), 28 avril-2 mai 1986
Seizième	-	Cracovie (Pologne), 23-26 août 1988
Dix-septième	-	Venise (Italie), 3-7 avril 1990
Dix-huitième	-	Prague (Tchécoslovaquie), 24-28 août 1992
Dix-neuvième	-	Killarney (Irlande), 6-10 juin 1994
Vingtième	-	Tel Aviv (Israël), 29 avril-3 mai 1996
Vingt et unième	-	Tallinn (Estonie), 25-29 mai 1998
Vingt-deuxième	-	Porto (Portugal), 24-28 juillet 2000
Vingt-troisième	-	Nicosie (Chypre), 29-31 mai 2002
Vingt-quatrième	-	Montpellier (France), 5-7 mai 2004
Vingt-cinquième	-	Riga (Lettonie), 8-9 juin 2006
Vingt-sixième	-	Innsbruck (Autriche), 26-27 juin 2008

RAPPORT
de la
CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Vingt-sixième session
Innsbruck (Autriche), 26 et 27 juin 2008

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE
Rome, 2008

Table des matières

	Pages
RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS	i-v
	Paragraphes
INTRODUCTION	1 - 2
CÉRÉMONIE D'OUVERTURE	3
ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS ET NOMINATION DU RAPPORTEUR	4 - 6
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER	7
DISCOURS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	8
DISCOURS DU PRÉSIDENT INDÉPENDANT DU CONSEIL DE LA FAO	9
RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LA RÉGION EN 2006-2007 CONCERNANT EN PARTICULIER LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION ET DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LES PRIORITÉS FUTURES	10 - 15
SITUATIONS D'URGENCE MONDIALES ET RÉGIONALES	16 - 17
LA FAO ET L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LA RÉGION EUROPE	18 - 24
PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS ISSUES DU DÉBAT DE LA TRENTE-CINQUIÈME SESSION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE (ECA) SUR LE « RÔLE DE LA FAO DANS L'ÉCHANGE DE SAVOIRS ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RÉGION EUROPE ET ASIE CENTRALE » ET SUR « L'ENGAGEMENT DE LA FAO DANS LES RÉFORMES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES »	25
MISE À JOUR SUR LA CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, TENUE À ROME EN JUIN 2008	26

QUESTIONS DÉCOULANT DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO	27 - 35
LA PROMOTION DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES TRADITIONNELS DE LA RÉGION: UNE NOUVELLE ÉTAPE SUR LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE	36 - 44
DATE, LIEU ET THÈMES PRINCIPAUX DE LA VINGT-SEPTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE	45 - 46
AUTRES QUESTIONS	47
ADOPTION DU RAPPORT	48 - 49
CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE	50 - 52
ANNEXES	
A. Liste des participants	
B. Ordre du jour	
C. Liste des documents	
D. Discours du Directeur général	
E. Discours du Président indépendant du Conseil de la FAO	
F. Présentation du Vice-Président du Comité du Conseil chargé de la Réforme de la FAO sur l'Évaluation externe indépendante (EEI)	
G. Principales conclusions et liste des recommandations issues du débat de la trente-cinquième session de la Commission européenne d'agriculture sur le « Rôle de la FAO dans l'échange de savoirs et le renforcement des capacités en Europe et Asie centrale »	
H. Principales conclusions et liste des recommandations découlant des débats de l'ECA à sa trente-cinquième session sur le thème: l'engagement de la FAO dans les réformes du système des Nations Unies	
I. Déclarations du représentant de la Consultation FAO/ONG-OSC sur des questions figurant à l'ordre du jour de la Conférence régionale pour l'Europe	
J. Description du voyage d'étude	

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Rapport sur les activités de la FAO dans la région en 2006-07, l'accent étant mis sur la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le Développement et priorités futures

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

s'est félicitée de la création par le Secrétaire général des Nations Unies de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et a noté que l'UE était bien décidée à jouer pleinement le rôle qui lui revient dans la mise en œuvre de la Déclaration adoptée par acclamation à Rome le 5 juin 2008 au cours de la Conférence de haut niveau de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale (par. 14).

À l'attention de la FAO

La Conférence:

a souligné que les activités d'assistance technique réalisées par la FAO dans les Balkans occidentaux, en Turquie et dans la Communauté d'États indépendants revêtait une importance fondamentale (par. 12);

a souligné que les travaux réalisés par la FAO sur le développement rural dans les Balkans occidentaux appuyaient les aspirations de ces pays à devenir membres de l'Union européenne et renforçaient les capacités des gouvernements à fournir des biens et services publics appropriés à l'appui de la croissance agricole (par. 12);

a appuyé l'initiative prise par la FAO afin de passer en revue l'expérience acquise et d'aider à accroître l'aide publique au développement provenant des nouveaux États membres de l'UE (par. 12);

s'est ralliée aux recommandations de l'Évaluation externe indépendante, qui faisaient valoir que la FAO devrait adopter une approche plus programmatique pour l'élaboration du programme de terrain, y compris en évaluant l'impact des activités réalisées (par. 11 et 13);

a appuyé l'idée de formuler des cadres nationaux sur les priorités à moyen terme, sur la base desquelles la FAO pourrait travailler en coopération étroite avec les gouvernements, la société civile, la communauté internationale et la direction des bureaux décentralisés (par. 13).

La FAO et l'adaptation au changement climatique dans la région Europe

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

a souligné l'importance des questions de changement climatique et a reconnu le rôle particulier de la région Europe dans les stratégies d'atténuation et d'adaptation (par. 19 et 21);

a souligné qu'il était difficile de déterminer les causes du changement climatique et d'évaluer ses effets sur l'agriculture, les forêts et la gestion des eaux et a noté que l'agriculture, la foresterie et les pêches pouvaient contribuer à atténuer les émissions de gaz à effet de serre, moyennant: i) l'étiquetage des produits, précisant leurs effets sur le changement climatique; ii) l'agriculture biologique; et iii) la diversification de l'agriculture (par. 19 et 20);

a examiné la réponse stratégique aux changements climatiques principalement sous deux angles: premièrement, poursuite de la déréglementation des échanges et de la production agricole, en mentionnant la compétition déloyale des produits provenant de pays versant des subventions élevées à l'agriculture et dressant des obstacles au commerce et deuxièmement, adoption de nouveaux instruments permettant de faire face aux effets du changement climatique (par. 23);

a instamment invité à réaliser de nouvelles études axées sur les mesures susceptibles d'atténuer les gaz à effet de serre et a noté que des mesures spécifiques d'adaptation seraient nécessaires pour atténuer les effets du changement climatique sur les coûts, les revenus et l'emploi agricoles et sur la migration rurale (par. 19).

À l'attention de la FAO

La Conférence:

a invité instamment la FAO à accorder une priorité élevée aux activités réalisées dans ce domaine et à leur allouer des ressources suffisantes, notamment en ce qui concerne les analyses des causes du changement climatique, les scénarios possibles et les études prospectives à vocation régionale sur les mesures d'adaptation dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie et des pêches, et a recommandé à la FAO d'élaborer un programme spécial intégré sur les questions liées au changement climatique et de collaborer avec d'autres institutions spécialisées des Nations Unies comme la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat et le Fonds pour l'environnement mondial. (par. 20 et 21);

a reconnu la nécessité d'allouer des ressources complémentaires afin de mettre en œuvre un programme spécial sur les questions liées au climat et a approuvé la proposition visant à mettre en place un Fonds fiduciaire intergouvernemental de la FAO pour ces activités (par. 20);

a recommandé à la FAO d'inclure les pays d'Europe de l'est et d'Asie centrale dans ses analyses, en travaillant en collaboration étroite avec la Commission européenne sur ces questions (par. 21);

a recommandé qu'une Unité spécialisée de la FAO chargée de l'évaluation du changement climatique commence à élaborer, pour la région, une « Stratégie pour les activités menées par la FAO dans le domaine de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation » et a instamment invité la FAO à organiser des ateliers et une réunion de haut niveau sur les effets du changement climatique et les mesures d'adaptation pour l'Europe (par. 22).

Mise à jour sur la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale tenue à Rome en juin 2008

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

a noté les liens existant entre les pénuries actuelles de céréales de base sur les marchés internationaux, la flambée des prix des denrées alimentaires et le changement climatique, ainsi que l'utilisation de produits alimentaires pour la production de biocarburants et a souligné les effets des prix des denrées alimentaires sur la sécurité alimentaire dans les pays importateurs à faible revenu et à déficit vivrier (par. 26);

est convenue que la crise alimentaire mondiale actuelle avait des causes structurelles et qu'il faudrait accroître les investissements dans l'agriculture et l'infrastructure rurale, qui étaient restés faibles pendant les dernières décennies, et adopter une nouvelle démarche en ce qui concerne l'agriculture durable (par. 26).

À l'attention de la FAO

La Conférence:

a pris note du fait que la FAO appuyait certains pays dans le cadre de son Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires (par. 26).

Questions découlant de la trente-quatrième session de la Conférence de la FAO

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

a noté que les récentes hausses des prix des produits alimentaires avaient révélé à quel point il était essentiel d'avoir une FAO efficace, ce qui démontrait l'importance cruciale d'une réforme de la FAO (par. 29);

a souligné l'importance de la FAO dans le système des Nations Unies et a appuyé la poursuite du processus de réforme qui renforcerait les avantages comparatifs de la FAO et sa collaboration avec les autres institutions ayant leur siège à Rome (par. 35).

a souligné qu'il restait peu de temps pour mener à bien les tâches des groupes de travail afin de mettre leurs recommandations à la disposition du Comité de la Conférence, mais que le consensus sur un certain nombre de points essentiels donnait à penser qu'un programme de réforme pourrait être approuvé par les États Membres (par. 31);

À l'attention de la FAO

La Conférence:

s'est félicitée du rôle de premier plan joué par le Directeur général dans le processus de réforme et a félicité la direction générale de sa participation active à la réforme (par. 30);

a indiqué qu'elle appuyait la recommandation 4.11 de l'EEl relative au renforcement du rôle des Conférences régionales et à leur insertion dans la structure de gouvernance de la FAO pour jouer un rôle de contrôle dans les régions (par. 32);

a proposé que les Présidents des Conférences régionales demeurent en fonction entre les sessions et présentent le rapport des Conférences régionales au Conseil et à la Conférence de la FAO (par. 32);

a indiqué qu'elle était favorable aux recommandations 4.7 et 4.8 de l'EEl, préconisant que les Conférences régionales fassent rapport à la Conférence pour les questions politiques et techniques et au Conseil pour le budget et les finances (par. 33);

a demandé instamment au Conseil de tenir compte des rapports des Comités techniques et des Conférences régionales sur les activités prioritaires, ainsi que sur les programmes et des questions de budget dans ses recommandations à la Conférence et dans le programme de travail biennal (par. 33);

a noté que la Conférence régionale pour l'Europe était la seule Conférence régionale de la FAO à avoir un organe – la Commission européenne d'agriculture – ayant pour fonction de préparer son ordre du jour et ses recommandations et a souligné que cette expérience devrait être partagée avec d'autres régions qui pourraient envisager d'établir un organe analogue (par. 34).

Promotion des produits agricoles et alimentaires traditionnels de la région:

Nouvelle étape sur la voie du développement rural durable

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

est convenue qu'outre la sécurité sanitaire/l'hygiène et la nutrition, l'origine géographique (indication géographique (IG), appellation d'origine protégée (AOP), indication géographique protégée (IGP)) était un indicateur important de la qualité des aliments, et que des réglementations étaient nécessaires pour protéger à la fois les consommateurs et les agriculteurs (par. 37);

a reconnu l'importance de réseaux comme INFOODS, le Réseau européen de sources d'information sur les aliments (EuroFIR) et le Système de données relatives à la composition des aliments dans les pays d'Europe centrale et orientale (CEECFOODS), pour la description des aliments locaux et la fourniture de données sur leur composition et teneur en éléments nutritifs (par. 41).

À l'attention de la FAO

La Conférence:

a noté que l'intérêt que la FAO porte à la production traditionnelle et de qualité dans la région Europe arrivait à point nommé et a accueilli favorablement le rapport et les activités de la FAO dans ce domaine en reconnaissant qu'il s'agissait d'un domaine important pour l'assistance de la FAO dans la région (par. 37 et 42);

a recommandé à la FAO d'intégrer les questions relatives aux aliments traditionnels dans tous ses domaines d'activité et de lancer un programme de recherche et d'assistance technique en la matière (par. 37);

a reconnu l'appui important fourni par la FAO et ses partenaires à l'initiative transversale sur la biodiversité pour l'alimentation et la nutrition, ainsi que la qualité spécifique liée à l'origine géographique et a recommandé de renforcer ces deux éléments (par. 37);

a recommandé à la FAO de fournir une assistance technique dans le domaine de la qualité liée aux origines géographiques (par. 38).

**Date, lieu et thèmes principaux de la vingt-septième
Conférence régionale de la FAO pour l'Europe**

À l'attention des gouvernements

La Conférence:

est convenue que la vingt-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe se tiendrait en Arménie, en 2010. L'offre de l'Azerbaïdjan, qui se propose d'accueillir la vingt-huitième Conférence régionale, en 2012, sera soumise au Directeur général, qui prendra une décision en consultation avec les membres de la région (par. 45).

Autres questions

À l'attention de la FAO

La Conférence:

a pris note de la proposition faite par la délégation du Kirghizstan tendant à changer le nom de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe en « Conférence régionale de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale » et a été informée que cette proposition serait soumise au Conseil de la FAO, pour décision (par. 47).

INTRODUCTION

1. La vingt-sixième conférence régionale de la FAO pour l'Europe s'est tenue à Innsbruck (Autriche) les 26 et 27 juin 2008 à l'invitation du Gouvernement autrichien.
2. La liste des participants est reproduite à l'Annexe A du présent rapport.

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE

3. Le Directeur Général de la FAO, M. Jacques Diouf, a souhaité la bienvenue aux participants à la Conférence et a remercié le Gouvernement autrichien de sa généreuse hospitalité et des excellentes installations mises à la disposition de la Conférence.

ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS ET NOMINATION DU RAPPORTEUR

4. La Conférence a élu à l'unanimité le Ministre fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts et de l'environnement et de la gestion de l'eau, Son Excellence M. Josef Pröll aux fonctions de Président de la Conférence. Il a souhaité la bienvenue aux participants à la Conférence et a indiqué que c'était un plaisir que d'accueillir une conférence de cette importance. Il a souligné que cette Conférence se réunissait alors que la communauté internationale était confrontée à de nouveaux défis dans le domaine du développement rural et des moyens d'existence ruraux qu'il faut relever afin de réaliser les objectifs du Sommet mondial de l'alimentation ainsi que les Objectifs du Millénaire pour le développement. Il a noté que les questions qui seraient examinées lors de la Table ronde ministérielle portaient sur deux de ces nouveaux défis – le changement climatique et le développement rural. La promotion de produits alimentaires traditionnels de la région répond quant à elle au défi du développement rural en Europe. Le Ministre Pröll a exprimé son soutien à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et a indiqué que la communauté mondiale avait besoin d'une FAO réformée pour aider les pays à relever ces défis.
5. Le délégué de l'Arménie, M. Samvel Avetisyan, qui occupe les fonctions de Premier Vice-Ministre de l'agriculture, a été élu en tant que Vice-Président de la Conférence.
6. Mme Irina Medvedeva, Vice-Directrice de Division au Ministère du Développement économique de la Fédération de Russie a été élue aux fonctions de Rapporteur.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER

7. La Conférence a adopté l'ordre du jour tel qu'il figure à l'Annexe B du présent rapport ainsi que le calendrier de la session, avec trois nouvelles propositions. La Délégation de la Slovénie a informé la Conférence qu'elle ferait une déclaration au titre du Point 8 de l'ordre du jour. La délégation du Kirghizstan a proposé d'ajouter une question au titre du Point 13 « Autres Questions ». La délégation polonaise a demandé que le Directeur général adjoint de la FAO, M. James Butler, fournisse à la Conférence une mise à jour sur la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale tenue à Rome du 3 au 5 juin 2008.

DISCOURS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

8. Le Directeur général a prononcé son discours devant la Conférence régionale; le texte de ce discours est reproduit à l'Annexe D du présent rapport.

DISCOURS DU PRÉSIDENT INDÉPENDANT DU CONSEIL DE LA FAO

9. Le Président indépendant du Conseil de la FAO, M. Mohammad Saeid Noori Naeini a fait une allocution; le texte de cette allocution est reproduit à l'Annexe E.

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LA RÉGION EN 2006-2007 CONCERNANT EN PARTICULIER LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION ET DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LES PRIORITÉS FUTURES¹

10. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Secrétariat a donné un aperçu des activités réalisées en 2006-2007 dans la région Europe et a tout particulièrement souhaité la bienvenue aux délégations d'Asie centrale et de la République du Monténégro.

11. La Conférence s'est félicitée du document préparé par le Secrétariat mais un État Membre a regretté que ce document ne contienne pas une évaluation de l'impact des activités réalisées par la FAO.

12. La Conférence a souligné que les activités d'assistance technique réalisées par la FAO dans les pays des Balkans Occidentaux, en Turquie et dans la Communauté d'États indépendants (CEI) revêtaient une importance fondamentale. Il a été souligné que les travaux réalisés par la FAO sur le développement rural dans les Balkans Occidentaux appuient les aspirations de ces pays à devenir membres de l'Union européenne et renforcent les capacités des gouvernements à fournir des biens publics appropriés et des services favorisant la croissance agricole. Les participants ont également appuyé l'initiative prise par la FAO afin d'organiser un événement parallèle sur l'aide publique au développement provenant des nouveaux États membres de l'UE.

13. La Conférence s'est ralliée aux recommandations de l'Évaluation externe indépendante qui faisait valoir que la FAO devrait adopter une approche plus programmatique pour l'élaboration du programme de terrain. À cette fin, des cadres nationaux sur les priorités à moyen terme devraient être formulés afin d'établir une série de priorités nationales en évolution continue sur la base desquels la FAO pourra ensuite travailler, en collaboration avec les pays de la région. Il a été suggéré que la formulation des cadres nationaux sur les priorités à moyen terme devrait se faire avec la participation des gouvernements, de la société civile et de la communauté internationale, sous l'impulsion des bureaux décentralisés de la FAO.

14. La Conférence s'est félicitée de la création par le Secrétaire général des Nations Unies de l'équipe de travail de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et a noté que l'UE est bien décidée à jouer pleinement la part qui lui revient dans la mise en œuvre de la Déclaration, adoptée par acclamation à Rome le 5 juin 2008 au cours de la Conférence de haut niveau de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale.

15. Un représentant de la Consultation régionale FAO/ONG-OSC² pour l'Europe a fait une intervention sur cette question, en soulignant que la crise alimentaire mondiale actuelle avait changé l'atmosphère dans laquelle se déroulaient les débats sur l'alimentation et l'agriculture et qu'il fallait opérer un changement de cap. La FAO, en tant qu'institution des Nations Unies, a la

¹ ERC/08/2

² Tenue à Innsbruck les 23 et 24 juin 2008. La déclaration figure à l'Annexe I du présent rapport.

responsabilité de promouvoir le droit à l'alimentation et de s'attaquer aux causes structurelles de la crise alimentaire afin de parvenir à la souveraineté alimentaire et d'encourager le développement agricole et rural, sur une base durable.

SITUATIONS D'URGENCE MONDIALES ET RÉGIONALES³

16. Ce point de l'ordre du jour, présenté par le Secrétariat, met en lumière les activités réalisées par l'Organisation pour répondre à des situations d'urgence mondiales et régionales. L'introduction mettait l'accent sur les activités menées à Moldova et au Tadjikistan pour lesquelles la FAO a répondu aux demandes des pays intéressés afin d'atténuer les effets de la sécheresse et des conditions hivernales rigoureuses. Il a été également noté que les problèmes rencontrés à cause de la flambée des prix des denrées alimentaires avaient concentré l'attention de la communauté internationale sur la nécessité d'accroître les investissements publics et privés dans l'agriculture.

17. Aucune intervention n'a été faite concernant ce point de l'ordre du jour.

LA FAO ET L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LA RÉGION EUROPE⁴

18. Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour. Le Président, M. Samuel Avetisyan, Premier Vice-Ministre de l'agriculture d'Arménie, a ouvert les débats de la Table ronde ministérielle en faisant noter l'importance des deux questions à l'étude pour l'agriculture des pays d'Europe et d'Asie centrale.

19. Au cours des débats, les délégations ont souligné qu'il était difficile de déterminer précisément les causes du changement climatique et d'évaluer ses effets. La Conférence a noté les liens d'interdépendance existant entre le changement climatique et l'agriculture, la foresterie et la gestion des eaux. Il a été suggéré que l'agriculture, la foresterie et les pêches pouvaient contribuer à atténuer les émissions de gaz à effet de serre moyennant : i) l'étiquetage des produits, précisant leurs effets sur le changement climatique, ii) l'agriculture biologique et iii) la diversification de l'agriculture. La Conférence a instamment invité à réaliser de nouvelles études axées sur les mesures susceptibles d'atténuer les gaz à effet de serre. En même temps, compte tenu du rythme prévu du changement climatique, il a été noté que des mesures spécifiques d'adaptation seraient nécessaires pour atténuer les effets du changement climatique sur les coûts, les revenus et l'emploi agricoles et sur la migration rurale.

20. La Conférence a souligné l'importance des questions de changement climatique et a invité instamment la FAO à accorder une priorité élevée aux activités réalisées dans ce domaine, notamment en ce qui concerne les mesures d'adaptation prises dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des pêches. À cet égard, il a été recommandé à la FAO d'élaborer un programme spécial intégré sur les questions liées au changement climatique et de collaborer avec d'autres institutions spécialisées des Nations Unies comme la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). La Conférence a reconnu la nécessité d'allouer des ressources complémentaires afin de mettre en œuvre efficacement un programme spécial sur les questions liées au changement climatique et a approuvé la proposition visant à mettre en place un fonds fiduciaire intergouvernemental de la FAO pour les activités d'atténuation des effets du changement climatique et d'adaptation dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et des pêches.

³ ERC/08/INF/8.

⁴ ERC/08/3 et ERC/08/3 Sup.1.

21. La Conférence a reconnu le rôle particulier de la région Europe dans les stratégies d'atténuation et d'adaptation. Plusieurs délégations ont fait état de stratégies nationales d'atténuation des effets du changement climatique et d'adaptation et ont instamment invité à échanger des informations et des données d'expérience sur ces questions. La Conférence a encouragé la FAO à allouer des ressources suffisantes à l'élaboration d'analyses détaillées des causes du changement climatique, de divers scénarios possibles et d'études prospectives à vocation régionale sur les effets potentiels du changement climatique. La Conférence a recommandé à la FAO d'inclure les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale dans ses analyses, en travaillant en collaboration étroite avec la Commission européenne sur ces questions.

22. La Conférence a recommandé qu'une unité spécialisée de la FAO chargée de l'évaluation du changement climatique commence à élaborer, pour la région, une « Stratégie pour les activités menées par la FAO dans le domaine de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation ». La FAO a en outre été instamment invitée à organiser une série d'ateliers d'experts et une réunion spécialisée de haut niveau sur les effets du changement climatique et les mesures d'adaptation pour l'Europe. Les résultats de ces réunions seraient portés à la connaissance d'autres régions du monde.

23. La Conférence a examiné les réponses stratégiques aux changements climatiques principalement sous deux angles : plusieurs délégations ont appuyé une poursuite de la déréglementation des échanges et de la production agricole, en mentionnant la compétition déloyale des produits provenant de pays versant des subventions élevées à l'agriculture et dressant des obstacles au commerce. D'autres ont appelé à l'adoption de nouveaux instruments permettant de faire face de manière adéquate au changement climatique. La FAO a été instamment invitée à inclure la question essentielle des politiques destinées à atténuer les effets du changement climatique à l'ordre du jour des ateliers et de la réunion de haut niveau susmentionnée.

24. Un Représentant de la Consultation régionale FAO/ONG-OSC pour l'Europe⁵ a fait une intervention sur ce point de l'ordre du jour, en soulignant que les flux commerciaux et les façons culturelles non durables contribuaient au changement climatique. L'agriculture européenne étant une source importante de gaz à effet de serre, il convient d'évaluer l'impact de l'agriculture et de l'élevage intensifs, d'analyser les retombées du changement climatique sur l'agriculture et de promouvoir des systèmes durables de production agricole.

PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS ISSUES DU DÉBAT DE LA TRENTE-CINQUIÈME SESSION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE (ECA) SUR LE « RÔLE DE LA FAO DANS L'ÉCHANGE DE SAVOIRS ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RÉGION EUROPE ET ASIE CENTRALE » ET SUR « L'ENGAGEMENT DE LA FAO DANS LES RÉFORMES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES »

25. Le Rapporteur de la trente-cinquième session de la Commission européenne d'agriculture (ECA) a informé la Conférence que la Commission avait examiné tous les points à son ordre du jour et qu'aucune question controversée n'avait été soulevée à ce sujet. Les conclusions et recommandations des débats portant sur les points 4 et 5, qui s'inscrivaient dans le cadre des préparatifs techniques de la Conférence, ont été soumises à la Conférence pour approbation et figurent aux Annexes G et H du présent rapport.

⁵ Tenue à Innsbruck les 23 et 24 juin 2008. La déclaration est reproduite à l'Annexe I du présent rapport.

MISE À JOUR SUR LA CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, TENUE À ROME EN JUIN 2008

26. Le Directeur général adjoint de la FAO, M. James Butler, a récapitulé, à l'intention de la Conférence, les conclusions de la Conférence de haut niveau de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale, y compris les points saillants de la Déclaration. La Conférence s'est félicitée de cette présentation et a pris note du fait que la FAO appuyait certains pays dans le cadre de son Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires. La Conférence a noté les liens existant entre les pénuries actuelles de céréales de base sur les marchés internationaux, la flambée des prix des denrées alimentaires et le changement climatique. Il a en outre appelé l'attention sur les relations qui existent entre la flambée des prix des denrées alimentaires et l'utilisation de produits alimentaires pour la production de biocarburants et sur les effets des prix des denrées alimentaires sur la sécurité alimentaire dans les pays importateurs à faible revenu et à déficit vivrier. La Conférence est convenue que la crise alimentaire mondiale actuelle avait des causes structurelles et qu'il faudrait accroître les investissements dans l'agriculture et l'infrastructure rurale, qui étaient restés faibles pendant les dernières décennies, et adopter une nouvelle démarche en ce qui concerne l'agriculture durable. Une délégation a proposé que les gouvernements des pays en développement ou en transition révisent à la hausse leur objectif concernant la part de l'agriculture et du développement rural dans le PIB et les investissements.

QUESTIONS DÉCOULANT DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DE LA FAO⁶

27. La Représentante régionale de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, Mme Maria Kadlecikova, a introduit ce point de l'ordre du jour, présenté pour information.

28. La Vice-Présidente du Comité de la Conférence chargé de la réforme de la FAO, Mme Agnes van der Hoeven-van Ardenne, a présenté l'Évaluation externe indépendante (EEI) et la réforme de la FAO qui concluaient que si la communauté mondiale avait besoin de la FAO, l'Organisation avait, de son côté, besoin d'une réforme substantielle. Elle a souligné que la FAO devait être mieux gérée, qu'elle avait besoin d'une nouvelle culture du travail, qu'elle devrait être mieux gouvernée par les États Membres et qu'elle avait besoin de focaliser plus efficacement ses activités. Cette réforme pourrait prendre des années, et nécessitait un mécanisme durable permettant d'en suivre la mise en œuvre. La réussite de la réforme présupposait une participation active et positive de toutes les parties prenantes. Cependant, elle a noté que la Direction n'avait pas engagé suffisamment d'actions indépendantes pour appliquer les recommandations de l'EEI. Enfin, elle a souligné que, dans l'immédiat, il fallait trouver un accord sur un plan d'action pour des réformes rapides à court et à long termes lors de la session extraordinaire de la Conférence de la FAO, qui se tiendrait en novembre 2008. La présentation sur Power Point de Mme van der Hoeven-van Ardenne figure à l'[Annexe F](#) du présent rapport.

29. La Conférence a noté que les récentes hausses des prix des produits alimentaires avaient révélé à quel point il était essentiel d'avoir une FAO efficace, ce qui démontrait l'importance cruciale d'une réforme substantielle.

30. Bien que le processus de réforme soit loin d'être terminé, il y avait déjà des domaines dans lesquels on avait de bonnes raisons de penser qu'une FAO réformée serait en mesure de relever les défis du XXI^e siècle. La Conférence s'est félicitée du rôle de premier plan joué par le Directeur général dans le processus de réforme et elle a félicité la Direction générale de sa participation active à la réforme.

31. La Conférence a souligné qu'il restait peu de temps pour mener à bien les tâches des groupes de travail afin de mettre leurs recommandations à la disposition du Comité de la

⁶ ERC/08/INF/7.

Conférence. Cependant, il y avait déjà un consensus sur un certain nombre de points essentiels au sein de chacun des trois groupes de travail, ce qui donnait à penser qu'un programme de réforme pourrait être approuvé par les États Membres.

32. La Conférence a indiqué qu'elle appuyait la recommandation 4.11 de l'EEl relative au renforcement du rôle des conférences régionales et à leur insertion dans la structure de gouvernance de la FAO. Il a été proposé que les conférences régionales examinent les questions pour lesquelles une cohérence régionale pourrait être utile et qu'elles jouent un rôle de contrôle de la FAO dans leurs régions. Pour faciliter la mise en œuvre de cette proposition, la Conférence a proposé que les présidents des conférences régionales soient nommés en fonction de leurs compétences techniques, demeurent en fonction entre les sessions et présentent le rapport des conférences régionales au Conseil et à la Conférence de la FAO.

33. La Conférence a en outre indiqué qu'elle était favorable aux recommandations 4.7 et 4.8 de l'EEl, préconisant que les conférences régionales fassent rapport à la Conférence pour les questions politiques et techniques et au Conseil pour le budget et les finances. En outre, la Conférence a demandé instamment au Conseil de tenir compte des rapports des comités techniques et des conférences régionales sur les activités prioritaires ainsi que sur les programmes et les questions de budget dans ses recommandations à la Conférence et dans sa décision finale au sujet du Programme de travail biennal de l'Organisation.

34. La Conférence a noté que la Conférence régionale pour l'Europe était jusque-là la seule conférence régionale de la FAO à avoir établi un organe – la Commission européenne d'agriculture (CEA) – ayant pour fonctions d'aider la Conférence à préparer son ordre du jour et ses recommandations. Il a été souligné que la CEA répondait aux principales attentes et s'acquittait de son mandat, même s'il était encore possible d'apporter des améliorations. Il a également été souligné que les données d'expérience à cet égard pouvaient être partagées avec d'autres régions, qui pourraient envisager d'établir un organe analogue.

35. La Conférence a souligné l'importance de la FAO dans le système des Nations Unies, et elle a appuyé la poursuite du processus de réforme qui renforcerait les avantages comparatifs de la FAO et sa collaboration avec les autres institutions ayant leur siège à Rome et Bioversity International.

LA PROMOTION DES PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES TRADITIONNELS DE LA RÉGION: UNE NOUVELLE ÉTAPE SUR LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE⁷

36. Ce point a été présenté par Mme Barbara Burlingame, Fonctionnaire principale, chargée du Service de l'évaluation et de la planification de la nutrition de la FAO, qui a mis en évidence l'importance de la protection et de la promotion de la biodiversité, des aliments traditionnels, des pratiques agricoles et des origines géographiques pour améliorer les moyens d'existence, la nutrition et la sécurité alimentaire des populations rurales.

37. La Conférence a accueilli favorablement le rapport et les activités de la FAO dans ce domaine et elle a reconnu qu'il s'agissait d'un domaine important devant mobiliser l'attention de la FAO dans la région. La Conférence a recommandé à la FAO d'intégrer les questions relatives aux aliments traditionnels dans tous ses domaines d'activité (par exemple les programmes de sécurité alimentaire) et de lancer un programme de recherche et d'assistance technique en la matière. Un certain nombre d'États Membres ont souligné la relation étroite existant entre le changement climatique et les questions associées aux aliments traditionnels, et ils ont recommandé à la FAO de tenir compte de ces deux éléments dans ses projets et son programme de travail. La Conférence a reconnu l'important appui fourni par la FAO et ses partenaires à

⁷ ERC/08/4.

l'initiative transversale sur la biodiversité pour l'alimentation et la nutrition, ainsi que la qualité spécifique liée à l'origine géographique, et elle a recommandé que ces deux éléments soient renforcés. Plusieurs délégations ont indiqué qu'elles étaient prêtes à fournir des financements pour des séminaires et ateliers consacrés aux aliments traditionnels.

38. La Conférence est convenue qu'outre la sécurité sanitaire/l'hygiène et la nutrition, l'origine géographique (indication géographique (IG), appellation d'origine protégée (AOP), indication géographique protégée (IGP)) était un indicateur important de la qualité des aliments et que des réglementations étaient nécessaires pour protéger à la fois les consommateurs et les agriculteurs. Plusieurs délégations ont recommandé que l'aide de la FAO comprenne notamment l'élaboration de définitions, de systèmes de classification, de cartographie des aliments locaux et de la biodiversité et la description de leur composition (éléments nutritifs et éléments bioactifs non nutritifs). La Conférence a recommandé à la FAO de fournir une assistance technique dans le domaine de la qualité liée aux origines géographiques.

39. Plusieurs États Membres ont demandé instamment à la FAO de consacrer davantage d'efforts à l'accès aux marchés et à la sensibilisation des consommateurs aux produits traditionnels à valeur élevée, en reconnaissant que les pratiques de l'agriculture traditionnelle étaient souvent les seules méthodes agricoles possibles dans les zones agroclimatiques difficiles. Plusieurs délégations sont convenues que l'appellation « biologique » était importante pour les consommateurs et significative pour un environnement durable, et que les pays avaient besoin de l'appui de la FAO pour mettre en place et protéger cette appellation.

40. De nombreuses délégations ont souligné que le régime méditerranéen était riche en biodiversité et sain du point de vue nutritionnel. La promotion du régime méditerranéen pourrait jouer un rôle utile dans le développement durable de l'agriculture en Méditerranée.

41. La Conférence a reconnu l'importance de réseaux comme INFOODS, le Réseau européen de sources d'information sur les aliments (EuroFIR) et le Système de données relatives à la composition des aliments dans les pays d'Europe centrale et orientale (CEECFOODS), pour la description des aliments locaux et la fourniture de données sur leur composition et teneur en éléments nutritifs.

42. La Conférence a noté que l'intérêt que la FAO porte à la production traditionnelle et de qualité dans la région Europe arrivait à point nommé. La Commission européenne prévoyait de lancer une consultation sur l'évolution future des politiques de réglementation relatives à la qualité des produits agricoles en octobre 2008, qui porterait notamment sur des questions liées aux produits traditionnels et régionaux. Cette consultation prendrait l'avis de toutes les parties prenantes concernées, y compris celles, en dehors de l'Union européenne, qui s'intéressaient à la réglementation de la qualité des aliments et de l'agriculture au sein de l'Union européenne.

43. De nombreuses délégations ont fait observer que l'objectif d'accroissement de la production mondiale d'aliments et de biocarburants devrait être envisagé sans compromettre la protection de la biodiversité, des écosystèmes, des aliments traditionnels et des pratiques agricoles traditionnelles.

44. Un représentant de la Consultation régionale FAO/ONG-OSC pour l'Europe⁸ a fait une intervention sur ce point, en indiquant la nécessité d'un appui spécifique pour le développement des systèmes agricoles fondés sur le savoir local et traditionnel, en ce qui concerne la commercialisation, la coopération entre producteurs et les filières courtes. Les petites exploitations agricoles ont besoin de formes différentes de réglementation des produits et de gestion des semences et des ressources génétiques.

⁸ Tenue à Innsbruck les 23 et 24 juin 2008. La déclaration figure à l'Annexe I du présent rapport.

DATE, LIEU ET THÈMES PRINCIPAUX DE LA VINGT-SEPTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

45. La Conférence est convenue que la vingt-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe se tiendrait en Arménie. L'offre de l'Azerbaïdjan, qui se propose d'accueillir la vingt-huitième Conférence régionale, en 2012, sera soumise au Directeur général, qui prendra une décision en consultation avec les Membres de la région.

46. À ce stade, les participants n'ont pas proposé de thèmes pour la prochaine Conférence régionale.

AUTRES QUESTIONS

47. La délégation du Kirghizistan a proposé de changer le nom de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe en « Conférence régionale de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale ». Les délégations du Tadjikistan et de l'Arménie ont appuyé cette proposition. Le Président a pris note de la proposition et a précisé que celle-ci serait soumise au Conseil de la FAO, pour décision.

ADOPTION DU RAPPORT

48. Le texte du projet de rapport a été adopté par la Conférence, après plusieurs amendements.

49. La délégation de la Hongrie a proposé de décrire le voyage d'études auquel ont participé les délégations dans la matinée du 27 juin 2008 et de joindre cette description au rapport de la Conférence, en tant qu'Annexe J.

CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE

50. La Représentante régionale de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a, au nom du Directeur général, exprimé sa plus vive gratitude au gouvernement hôte pour la chaleureuse et généreuse hospitalité offerte à toutes les délégations. Elle a en outre remercié le Secrétariat et les délégations pour le travail accompli au cours de la Conférence.

51. Le représentant de l'Autriche a remercié les délégations, le Secrétariat et les organisateurs, ainsi que les interprètes, pour leur précieux appui et leur participation efficace à cette Conférence.

52. Le Président a rendu hommage à la participation dynamique de toutes les délégations, qui a permis d'achever l'ordre du jour bien chargé de la Conférence dans les temps voulus. Il s'est notamment référé aux échanges de vues intenses qui avaient eu lieu lors de la Table ronde ministérielle et a exprimé l'espoir que tous les Membres de la région continuent à participer, à un niveau élevé, aux prochaines Conférences.

ANNEXE A

LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS
LISTA DE PARTICIPANTES

Chairperson
Président
Presidenta

Autriche

Vice-Chairperson
Vice-Président
Vicepresidenta

Arménie

Rapporteur

Fédération de Russie

Independent Chairman of the FAO Council
Président indépendant du Conseil de la FAO
Presidenta Independiente del Consejo de la FAO

Mohammad Saeid Noori Naeini
(Iran, République islamique de)

**MEMBER NATIONS
ÉTATS MEMBRES
ESTADOS MIEMBROS**

ALBANIA – ALBANIE

Delegate
Jemin GJANA
Minister for Agriculture, Food et
Consumers Protection
Ministry of Agriculture, Food et Consumers
Protection
Skanderbeg Square No 2
Tirana
Tel: +355 4232796
Fax: +355 42227424
E-mail: personel@icc.al.eu.org

Suppléant
Edgar BARÓ RIBA
Directeur du Département de l'agriculture
Ministère de l'économie et de
l'agriculture
Edifici Prat del Rull
Camí de la Grau s/n.
AD500 – Andorre la Vieille
Fax: +376 875666
E-mail: edgar_baro@govern.ad
montserrat_gesse@govern.ad

Alternates
Grigor GJECI
Director of Rural Development Division
Ministry of Agriculture, Food et Consumers
Protection
Skanderbeg Square No 2
Tirana

Llesh KOLA
Ambassador
Permanent Representative of the
Republic of Albania to FAO
Via Asmara 5
00199 Rome
Italy
Tel: +39 068622411
Fax: +39 0686224120
E-mail: veracara@mfa.gov.al

ANDORRA - ANDORRE

Déléguée
Mme Marta SALVAT
Conseillère à l'Ambassade d'Andorre en
Autriche
Kärtnerring 2A/13
1010 Vienna
Fax: +43 1961090950
E-mail: office@ambaixada-andorra.at

ARMENIA – ARMÉNIE

Delegate
Samvel AVETISYAN
First Deputy Minister of Agriculture
Ministry of Agriculture
III Government Building
Republic Square
375010 Yerevan
Fax: +379 10 524610

Alternates
Zohrab V. MALEK
Ambassador to FAO
Permanent Representative of the Republic
of Armenia to FAO
Via Camillo Sabatini 102
Mailing address: C.P. 64194
00100 Rome, Italy
Tel.: +39 065201924
Fax: +39 065201924
E-mail: armambfao@virgilio.it

Andranik PETROSYAN
Head of Foreign Relations et
Marketing Department
Ministry of Agriculture
III Government Building
Republic Square
375010 Yerevan

Ms Roza TSARUKYAN
General Director
Multi-Agro Scientific Centre
Baghramyan 8 v. Arindij
Kotaryk Region, Armenia
Tel.: +374 10 230001
E-mail: rozatsarukyan@yahoo.com

AUSTRIA – AUTRICHE

Delegate
Josef PRÖLL
Federal Minister for Agriculture, Forestry,
Environment et Water Management
Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
Environment et Water Management
Stubenring 1
1010 Vienna
Tel: +43 1711006708
Fax: +43 17120710

Alternates
Ms Edith KLAUSER
Director
Head of Department "Agriculture et
Nutrition"
Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
Environment et Water Management
Stubenring 1
1010 Vienna

Ms Hedwig WÖGERBAUER
Head of Division III 3
Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
Environment et Water Management
(FAO, OECD, Food Aid, Economic
Provisions)
Stubenring 1
1010 Vienna
Tel: +43 1 711002812
Fax: +43 1 711002959
E-mail:
hedwig.woegerbauer@lebensministerium.at

Daniel KAPP
Press Spokesman
Cabinet Member

Martin HAUER
Head of Division III 1
Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
Environment et Water Management
(EU Coordination et Planning)
Cabinet Member

Norbert WINKLER
Member Div. III.3
Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
Environment et Water Management
(FAO, OECD, Food Aid, Economic
Provisions)
Stubenring 1
1010 Vienna
E-mail:
norbert.winkler@lebensministerium.at

Ms Natalie FEISTRITZER
Permanent Representative of the
Republic of Austria to FAO
Via Giovanni Battista Pergolesi 3
00198 Rome
Italy
Tel: +39 0684401472
Fax: +39 068543286
E-mail: natalie.feistritzter@bmeia.gv.at

Jürgen DREXLER
Member Div. III.3
Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
Environment et Water Management
(FAO, OECD, Food Aid, Economic
Provisions)
Stubenring 1
1010 Vienna
Tel: +43 1 711002914
Fax: +43 1 711002959
E-mail:
juergen.drexler@lebensministerium.at

Stefan SEKANINA
Member Div. III.3
Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
Environment et Water Management
(FAO, OECD, Food Aid, Economic
Provisions)
Stubenring 1
1010 Vienna

Ms Helga SCHEFFEL
Member Div. III.3
Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
Environment et Water Management
(FAO, OECD, Food Aid, Economic
Provisions)
Stubenring 1
1010 Vienna

Ms Theresia OEDL-WIESER
Federal Institute for Less Favoured et
Mountainous Areas
Marxergasse 2/Mezz.
1030 Vienna

Andreas BAUER
Deputy Head Div. Präs. 7
(Central Services)

Sylvio BECKER
Member Div. Präs. 7

Ms Sonja SCHNITZER
Member Div. Präs. 7

Ms Carola VARDJAN
Member Div. Präs. 7

Wolfgang STELZER
Member Div. Präs. 7

Peter BACHER
Member Div. Präs. 7

Ms Christa KOTZIAN
Member Div. III 3

Ms Elfriede PRATSCH
Member Div. III 3

Ms Anita ZIMPL
Member Div. III 3

Ms Gertraude REISMÜLLER
Member Div. Präs. 7

Ms Martina LIEGLER
Member Div. Präs. 7

Johannes FANKHAUSER
Office of the Federal Minister
Federal Ministry of Agriculture, Forestry,
Environment et Water Management
(FAO, OECD, Food Aid,
Economic Provisions)
Stubenring 1
1010 Vienna
Tel.: +43 1 711006714
E-mail:
johannes.fankhauser@lebensministerium.at

Doris OSTERMANN
Member of Cabinet's Office

Ms Johanna RUZICKA
"Standard"

AZERBAIJAN - AZERBAÏDJAN AZERBAIYÁN

Delegate
Ismat Dursun oğly ABASOV
Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Uz. Hajibeyov 40
370016 Baku
Tel: +994 12 4930884
Fax: +994 12 4930884
E-mail: mfa_mz@yahoo.com

Alternate
Vugar MEHDIYEV
Programme Director
State Agency for Agricultural Credits
Government House
Uz. Hajibeyov 40
AZ 1000 Baku

BELARUS – BÉLARUS - BELARÚS

Delegate
Andrei LOZOVIK
Alternate Permanent Representative of
Belarus to FAO
Embassy of the Republic of Belarus
Via delle Alpi Apuane 16
00141 Rome
Italy
Tel: +39 0682081430
Fax: +39 0682002309
E-mail: italy@belembassy.org

**BELGIUM - BELGIQUE -
BÉLGICA****BOSNIA ET HERZEGOVINA -
BOSNIE-HERZÉGOVINE -
BOSNIA Y HERZEGOVINA****BULGARIA – BULGARIA**

Delegate
Ms Rositsa GEORGOVA
Head of Unit
International Relations
Ministry of Agriculture et Food Supply
Blvd. Christo Botev 55
Sofia 1040
E-mail: r.georgova@mzgar.government.bg

Alternate
Nikolay MARIN
Ambassador
Head of Department
Ministry of Foreign Affairs
2 Alexander Zhendov street
1113 Sofia, Bulgaria
Fax: +359 2 9482421
E-mail: nmarin@mfa.government.bg

CROATIA - CROATIE – CROACIA

Delegate
Ms Lidija MRKOČI
Head
International Relationship Unit
Ministry of Agriculture, Fisheries et
Rural Development
Ulica grada Vukovara 78
P.O. Box 1034
HR10000 Zagreb
Tel: +385 1 6106677
Fax: +385 1 6109206
E-mail: lidija.mrkoci@mps.hr

Alternate
Irena GEORGIEVSKI
Expert Adviser
International Relationship Unit
Ministry of Agriculture, Fisheries et
Rural Development
Ulica grada Vukovara 78
P.O. Box 1034
HR10000 Zagreb
Tel: +385 1 6106677
Fax: +385 1 6109206

CYPRUS - CHYPRE – CHIPRE

Delegate
Haris Zannetis
Senior Officer
Ministry of Agriculture, Natural Resources
et Environment
Loukis Akritas Avenue
1411 Nicosia
Fax: +357 22774234
E-mail: hzannetis@moa.gov.cy

**CZECH REPUBLIC -
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE -
REPÚBLICA CHECA**

Delegate
Ms Marta TEPLÁ
Director of Trade et International
Cooperation Department
Ministry of Agriculture
Těšnov 17
117 05 Prague 1
Fax: +420224 810652
E-mail: marta.tepla@mze.cz

Alternates
Ms Jaroslava Beneš ŠPALKOVÁ
Director General of the External
Relations Division
Ministry of Agriculture
Těšnov 17
117 05 Prague 1
Fax: +420221 812941
E-mail: jaroslava.spalkova@mze.cz

Ms Daniela MOYZESOVÁ
 Permanent Representative of the
 Czech Republic to FAO
 Embassy of the Czech Republic
 Via dei Gracchi 322
 00192 Rome
 Italy
 Tel: +3906360957
 Fax: +39063244466
 E-mail: rome@embassy.mzv.cz

Ms Kateřina TOMÁŠOVÁ
 Officer Responsible for Relations with FAO
 Trade et International Cooperation
 Department
 Ministry of Agriculture
 Těšnov 17
 117 05 Prague 1
 Fax: +420224 810652
 E-mail: katerina.tomasova@mze.cz

Vladimir HEJDUK
 Development et Humanitarian
 Cooperation Department
 Ministry of Foreign Affairs
 Loretánské nám. 5
 125 10 Prague 1

**DENMARK - DANEMARK -
 DINAMARCA**

Delegate
 Soren SKAFTE
 Minister
 Deputy Permanent Representative of
 Denmark to FAO
 Via dei Monti Parioli
 00197 Rome
 Italy
 Tel.: +39 06 9774831
 Fax: +39 06 97748399
 E-mail: sorska@um.dk

ESTONIA – ESTONIE

Delegate
 Ants NOOT
 Secretary-General
 Ministry of Agriculture
 39/41 Lai Street
 15056 Tallinn
 Fax: +372 6256200
 E-mail: ants.noot@agri.ee

Alternates
 Andres OOPKAUP
 Deputy Secretary-General for
 Agricultural et Trade Policies
 39/41 Lai Street
 15056 Tallinn
 Fax: +372 6256200
 E-mail: Andres.oopkaup@agri.ee

Peeter SEESTRAND
 Deputy Secretary-General for
 Foreign Affairs et Development
 39/41 Lai Street
 15056 Tallinn
 Fax: 372 6256200
 E-mail: peeter.seestrand@agri.ee

Ruve ŠANK
 Minister Counsellor
 Permanent Representative of the
 Republic of Estonia to FAO
 Embassy of the Republic
 of Estonia
 Viale Liegi 28
 00198 Rome, Italy
 Tel: +39 0684407510
 Fax: +39 0684407519
 E-mail: ruve.schank@mfa.ee

Ms Kai KASENURM
 Chief Specialist of the European Union
 et Foreign Affairs Department
 39/41 Lai Street
 15056 Tallinn
 Fax: +372 6313628
 E-mail: kai.kasenuurm@agri.ee

**EUROPEAN COMMUNITY
(MEMBER ORGANIZATION) -
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
(ORGANISATION MEMBRE) -
COMUNIDAD EUROPEA
(ORGANIZACIÓN MIEMBRO)**

Délégué
Jerzy Bogdan PLEWA
Directeur Général Adjoint
Direction Générale de l'Agriculture et
développement rural
B-1049 Brussels
Belgium
Tel: +32 2 298 0125
E-mail: jerzy.plewa@ec.europa.eu

Suppléants
Javier ALCAZAR SIRVENT
Administrateur Principal à la Direction
Générale 'Agriculture'
Commission européenne
Rue de la Loi 130, bureau 06/056
1040 Bruxelles
Belgium
E-mail : javier.alcazar@ec.europa.eu

Zoltan RAKONCZAY
Chargé des politiques
Agriculture, Forêts et Sol
Direction Générale de l'Environnement
BU-9 4/65
1049 Bruxelles

FINLAND - FINLANDE – FINLANDIA

Delegate
Veli-Pekka TALVELA
Director-General
Ministry of Agriculture et Forestry
Hallituskatu 3A
P.O. Box 30
FI-00023 Helsinki
Fax: +358 9 16052201
E-mail: veli-pekka.talvela@mmm.fi

Alternates
Ms Riikka LAATU
Minister Counsellor
Permanent Representative of the Republic
of Finland to FAO
Embassy of the Republic of Finland
Via Lisbona 3
00198 Rome
Italy
Tel.: +39 06 85223318
Fax: +39 06 8540362
E-mail: riikka.laatu@formin.fi

Ms Anna SANTALA
Senior Officer
Ministry of Agriculture et Forestry
Hallituskatu 3A
P.O. Box 30
FI-00023 Helsinki
Fax: +358 9 16052201
E-mail: anna.santala@mmm.fi

Ms Maija HEINONEN
Ministerial Adviser
Ministry of Agriculture et Forestry
Hallituskatu 3A
P.O. Box 30
FI-00023 Helsinki
Fax: +358 9 16053400
E-mail: majja.heinonen@mmm.fi

Ms Reija RUUHELA
Coordinator
Climate Change Adaptation Research
Programme ISTO
Ministry of Agriculture et Forestry
Rural et Natural Resources Department
Natural Resources Unit
Hallituskatu 3 A
P.O. Box 30
FI-00023 Helsinki
Tel : +358 9 1605 2301
Fax: +358 9 160 52450
E-mail: reija.ruuhela@mmm.fi

FRANCE - FRANCIA

Délégué
 Jean-Jacques SOULA
 Conseiller scientifique
 Représentation permanente de la
 France auprès de l'OAA
 Corso del Rinascimento 52
 00186 Rome
 Italy
 Tel: +3906 68405240
 Fax: +39066892692
 E-mail:
jean-jacques.soula@diplomatie.gouv.fr

Suppléants
 Philippe VINÇON
 Sous-directeur des échanges internationaux
 Ministère de l'agriculture et de la pêche
 3 rue Barbet de Jouy
 75007 Paris
 Fax : +33 1 49555955
 E-mail: philippe.vincon@agriculture.gouv.fr

Mme Catherine GERARD
 Attaché pour l'Agriculture
 Ambassade de France
 Reisnerstraße 50/10
 1030 Vienna
 Austria
 Fax: +43 17126299
 E-mail: catherine.gerard@missioneco.org

Mme Elisabeth DAHAN
 Directeur des Relations internationales
 Conseil Economique et Social
 9 place d'Iéna
 75016 Paris
 Fax: +31 1 44436048
 E-mail: Elisabeth.dahan@ces.fr

GEORGIA – GÉORGIE

Delegate
 Tornike MGALOBILISHVILI
 Head of the Department of Cooperation
 with International Organizations et Projects
 Management (DRIOPM)
 Ministry of Agriculture
 6, Marshall Gelovani Avenue
 0159 Tbilisi
 Tel: +995 32 378005
 Fax: +995 32 378005
 Email: tornikemg@yahoo.com

Alternate
 Ms Tamara BUKHRASHVILI
 Deputy Head
 Division for Euro-integration Affairs et
 Relations with International Organizations
 Ministry of Agriculture
 6 Marshall Gelovani Avenue
 Tbilisi
 Tel: +995 32 378006
 Fax: +995 32 378006
 E-Mail: tamara.bukhrashvili@gmail.com

**GERMANY - ALLEMAGNE -
ALEMANIA**

Delegate
 Hans-Heinrich WREDE
 Ambassador to FAO
 Permanent Representative of the
 Federal Republic of Germany to FAO
 Via San Martino della Battaglia, 4
 00185 Rome
 Italy
 Tel.: +39 06 49213280 – 492131
 Fax: +39 06 49213281
 E-mail: germanrepfao@rom.diplo.de

Alternate
Ms Kerstin BARTH
Federal Ministry of Food, Agriculture
et Consumer Protection
Wilhelmstrasse 54
D-10117 Berlin

GREECE - GRÈCE – GRECIA

Delegate
Leonidas ROKANAS
Deputy Permanent Representative to the
European Union
Permanent Representation of Greece to the
European Union
Rue Jacques de la Laing 19-21
1040 Brussels
Belgium

Alternates
Emmanuel MANOUSSAKIS
Minister Plenipotentiary for
Agricultural Affairs
Alternate Permanent Representative
of the Hellenic Republic to FAO
Viale G. Rossini 4
00198 Rome
Tel: +39 06 85375525
Fax: +39 06 85375503
E-mail: e.manousakis@mfa.gr

Dimitrios BAMPILIS
General Director
Greek Ministry of Rural Development
et Food
Acharnon 2
Athens
Fax: +30 21 05243162
E-mail: ve46u030@minagric.gr

Ms Antonia TRICHOPOULOU
Professor, School of Medicine
Dept. of Hygiene et Epidemiology
University of Athens
75 M. Asias str.
11527 Athens
Fax: +30 21 07462079
E-mail: antonia@nut.uoa.gr

HUNGARY - HONGRIE – HUNGRÍA

Delegate
Ferenc SIRMAN
State Secretary
Ministry of Agriculture et
Rural Development
Kossuth Lajos-tér 11
1055 Budapest
Fax: +36 1 331 1348
E-mail: sirmanf@fvm.hu

Alternates
Ms Evelin LANTOS
Secretary-General of the Hungarian
National Committee of FAO
Ministry of Agriculture et
Rural Development
Kossuth Lajos-tér 11
1055 Budapest
Tel: +361 3014000
Fax: +361 3014662
E-mail: evelin.lantos@fvm.hu

Zoltán KÁLMÁN
Permanent Representative of Hungary
to FAO
Embassy of the Republic of Hungary
Via Luigi Lilio 59
00142 Rome
Italy
Tel: +39 06 5190116
Fax: +39 06 97256859
E-mail: hufaorep@fastwebnet.it

ICELAND - ISLANDE – ISLANDIA

Delegate
Gudni BRAGASON
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of Iceland to the
UN Agencies in Rome
Permanent Mission of Iceland
Via San Saba 12
00153 Rome
Italy
Fax: +39 06 5758012
E-mail: gudni@mfa.is

IRELAND – IRLANDE – IRLANDA

Delegate
 Trevor SARGENT
 Minister for Food et Horticulture
 Department of Agriculture, Fisheries
 et Food
 Agriculture House
 Kildare Street
 Dublin 2
 Fax: +353 1 676 3947
 E-mail: Trevor.Sargent@agriculture.gov.ie

Alternates
 Aidan DUANE
 Private Secretary to the Minister for Food et
 Horticulture
 Department of Agriculture, Fisheries
 et Forestry
 Agriculture House
 Kildare Street
 Dublin 2
 Fax: +353 1 676 3947
 E-mail: Aidan.Duane@agriculture.gov.ie

Kevin SMYTH
 Chief Economist
 Department of Agriculture, Fisheries
 et Forestry
 Agriculture House
 Kildare Street
 Dublin 2
 Fax: +353 1 6072235
 E-mail: Kevin.Smyth@agriculture.gov.ie

Padraic DEMPSEY
 Agriculture Attaché (Agriculture)
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Embassy of Ireland
 Piazza di Campitelli 3
 00186 Rome
 Italy
 Tel: +39 06 6979121
 Fax: +39 06 6792354
 E-mail: padraic.dempsey@dfa.ie

ISRAEL - ISRAËL

Delegate
 Gila LIVNAT-ROSINER
 Permanent Representative of Israel to the
 UN Agencies for Food et Agriculture
 Embassy of Israel
 Via Michele Mercati 14
 00197 Rome
 Italy
 Tel: +39 0636198551-673
 Fax: +39 0636198555
 E-mail: economy@roma.mfa.gov.il

ITALY - ITALIE - ITALIA

Délégué
 Pietro SEBASTIANI
 Ambassadeur auprès de la FAO
 Représentation permanente de l'Italie
 auprès de la FAO
 Piazza Margana 19
 00186 Rome
 Tel: +39 06 6977961
 Fax: +39 06 6796352
 E-mail: rapp.ita.onu.rm@esteri.it

Suppléants
 Vincenzo CARROZZINO
 Coordinateur technique
 Ministère pour les politiques agricoles,
 alimentaires et forestières
 Via XX Settembre, 20
 00187 Rome
 Fax: +39 06 46655306
 E-mail:
v.carrozzino@politicheagricole.gov.it

Mme Raffaella ZUCARO
 Expert
 Ministère pour les politiques agricoles,
 alimentaires et forestières
 Via XX Settembre, 20
 00187 Rome
 Fax: +39 06 46655306
 E-mail: zucaro@inea.it

KAZAKHSTAN - KAZAJSTÁN**KYRGYZSTAN – KIRGHIZISTAN – KIRGUISTÁN**

Delegate
 Dyikanbay KENJEBAEV
 Deputy Minister for Agriculture, Water
 et Processing Industry
 Ministry of Agriculture, Water
 et Processing Industry
 96/A Kievskaya Street
 Bishkek 720040

Alternate
 Rysbek APASOV
 National Coordinator
 FAO NC Office
 6^a Samanchin Str., Room 328
 Bishkek
 Tel./Fax: +996 312 543036

LATVIA - LETTONIE - LETONIA

Delegate
 Ms Rigonda LERHE
 Deputy State Secretary
 Ministry of Agriculture
 Republiklas laukums 2
 LV-1981 Riga
 Fax: +371 67830272
 E-mail: rigonda.lerhe@zm.gov.lv

Alternates
 Janis BRIEDIS
 Director
 International Relations Department
 Ministry of Agriculture
 Republiklas laukums 2
 LV-1981 Riga

Ainars NABELS-SNEIDERS
 Director
 Head of the Foreign Relations Division
 Ministry of Agriculture
 Republiklas laukums 2
 LV-1981 Riga
 Tel: +371 29424753
 Fax: +371 67027296
 E-mail: ainars.nabels@zm.gov.lv

Ms Ilze RUSE
 First Secretary
 Embassy of Latvia to Austria
 Stefan Esders Platz 4
 A-1190 Vienna
 Austria
 Fax: +43 1403 311227
 E-mail: ilze.ruse@mfa.gov.lv

LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA

Delegate
 Ms Virginija ZOSTAUTIENE
 Vice-Minister for Agriculture
 Ministry of Agriculture
 Gedimino pr.19
 LT-01103 Vilnius
 Fax: +370 52391212
 E-mail: agromokslas@zum.lt

Alternates
 Ms Genute STALIUNIENE
 Chairperson
 Lithuanian Farmers' Union
 K. Donelaicio 2
 LT-44213 Kaunas
 Fax.: +370 37 225301
 E-mail: lus@lus.lt

Rimantas KRASUCKIS
 Director
 Common Market Organization Department
 Ministry of Agriculture
 Gedimino pr.19
 LT-01103 Vilnius
 Fax. +370 52391212
 E-mail: rimantask@zum.lt

Saulius GELAZAUSKAS
 Adviser to the Minister
 Ministry of Agriculture
 Gedimino pr.19
 LT-01103 Vilnius
 Fax: +370 52391212

Ms Regina GIRDVAINYTE
Deputy Permanent Representative of the
Republic of Lithuania to FAO
Embassy of the Republic of Lithuania in
Italy
Viale di Villa Grazioli
00198 Rome, Italy
Tel: +39 06 8559052
Fax: +39 06 8559053
E-mail: reginag@zum.lt

Ms Brute GUDAITIENE
Chief Specialist of Protocol Division
Ministry of Agriculture
Gedimino pr.19
LT-01103 Vilnius
Fax: +370 52391212
E-mail: biruteg@zum.lt

Ms Dangira VEST
Counsellor
Development Cooperation et Democracy
Promotion Department
Ministry of Foreign Affairs
J. Tumo-Vaizganto, 2,
Vilnius

LUXEMBOURG - LUXEMBURGO

MALTA - MALTE

Delegate
Ms Ritienne BONAVIA
Alternate Permanent Representative
of Malta to FAO et UN
Specialized Agencies in Rome
Embassy of Malta
Lungotevere Marzio 12
Rome
Italy
Tel.: +39 06 687990
Fax: +39 06 6892687
E-mail: ritienne.bonavia@gov.mt

MOLDOVA, REPUBLIC OF - MOLDOVA, RÉPUBLIQUE DE - MOLDOVA, REPÚBLICA DE

Delegate
Ion PERJU
Deputy Minister for Agriculture et
Food Industry
Ministry of Agriculture et Food Industry
162 Stefan cel Mare Blvd
MD 2004 Chisinau
Tel: +373 22 233427
Fax: +373 22 210135
E-mail: policy@maia.gov.md

Alternate
Ms Diana GHERMAN
FAO National Correspondent
Consultant
Directorate for Policy Analysis,
Monitoring et Evaluation
Ministry of Agriculture et Food Industry
162 Stefan cel Mare Blvd
MD 2012 Chisinau
Tel: +373 22 210 135
E-mail: dianagherman@mail.md

MONACO

MONTENEGRO – MONTÉNÉGRO

Delegate
Branko BULATOVIC
Deputy Minister for Agriculture, Forestry et
Water Management
Ministry of Agriculture, Forestry et
Water Management
Rimski trg 46, PC “Vektra”
81000 Podgorika
Tel: +382 81 234106, 482263
Fax: +382 81 234306
E-mail: branko.b@mn.yu

**NETHERLANDS - PAYS-BAS –
PAÍSES BAJOS**

Delegate
 Ms Agnes VAN DER HOEVEN-VAN
 ARDENNE
 Ambassador to FAO
 Permanent Representative to the
 UN Organizations in Rome
 Via delle Terme Deciane 6
 00153 Rome, Italy
 Tel: +0039065740306
 Fax: +0039065744927
 E-mail: rof@minbuza.nl

Alternates
 Jan DEELSTRA
 Director
 International Affairs
 Ministry of Agriculture, Nature
 et Food Quality
 The Hague

Ms Desirée HAGENAARS
 Senior Staff Officer
 International Affairs Department
 Ministry of Agriculture, Nature
 et Food Quality
 The Hague

NORWAY - NORVÈGE – NORUEGA**POLAND - POLOGNE - POLONIA**

Delegate
 Andrzej DYCHA
 Under-Secretary of State
 Ministry of Agriculture et
 Rural Development
 Wspolna Street 30
 00-970 Warsaw
 Fax: +48 22 6232372
 E-mail: andrzej.dycha@minrol.gov.pl

Alternates
 Ryszard WOJTAL
 Permanent Representative to FAO
 Via P.P. Rubens 20
 00197 Rome
 Tel: +39 06 36204200
 Fax: +39 06 3217895
 E-mail: faopoland@alice.it

Wojciech OSTROWSKI
 Minister-Counsellor
 Ministry of Foreign Affairs
 Al. Szucha 23
 00-580 Warsaw
 Tel.: +48 22 5239407
 Fax: +48 22 6290500

Ms Malgorzate PIOTROWSKA
 Secretary of the Polish FAO
 National Committee
 Wspolna Street 30
 00-970 Warsaw
 Fax: +48 22 6232372
 E-mail: m.piotrowska@minrol.gov.pl

Ms Anna LESNODORSKA
 Counsellor
 Permanent Mission of Poland to the
 UN Office
 Hietzinger Hauptstraße 42/c
 1130 Vienna

Andrzej HALASIEWICZ
 Deputy Director
 Foundation of Assistance Programmes
 for Agriculture
 Wspolna Street 30
 00-970 Warsaw
 E-mail: a.halasiewicz@fapa.org.pl

PORTUGAL

Delegate
 Rui NORONHA
 Deputy Director
 General Directorate for Policies Planning

Alternate
 Ms Maria Margarida NERY MORAIS
 Senior Adviser
 General Directorate for Policies Planning

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Délégué

Mme Cornelia HARABAGIU

Secrétaire d'État

Ministère de l'agriculture
et du développement rural24, Bvd. Carol I, Sector 3
7000 Bucarest

Tel: +40 3072329

Fax: +40 21 3078627

Suppléants

Bogdan BAZGĂ

Conseiller Affaires Européens

Ministère de l'agriculture
et du développement rural24, Bvd. Carol I, Sector 3
7000 Bucarest

Tel.: +40 21 3078642

Fax: +40 21 3078627

E-mail: bogdan.bazga@madr.ro

Mme Roxana GRĂDINARU

Conseiller Affaires Européens

Ministère de l'agriculture
et du développement rural24, Bvd. Carol I, Sector 3
7000 Bucarest

Tel.: +40 21 3072483

Fax : +40 21 3078627

E-mail: roxana.gradinariu@madr.ro

Mme Octavia GAVRILESCU

Diplomat

Ministère des affaires étrangères

Aleea Alexandru 31, Sector 1
Bucarest

Fax: +40 213196863

E-mail: octavia.gavrilescu@mae.ro**RUSSIAN FEDERATION –
FÉDÉRATION DE RUSSIE –
FEDERACIÓN DE RUSIA**

Delegate

Ms Irina MEDVEDEVA

Deputy Head of Division

Ministry of Economic Development
1,3 1-St Tverskaya-Yamskaya Str.,
125993, GSP-3

Moscow A-47

Fax: +7 495 694 5280

E-mail: medvedeva@economy.gov.ru

Alternates

Andrey I. VERSHININ

Director

Department of International Cooperation

Ministry of Agriculture

1/11 Orlikov per.

Moscow 107139

Tel: +7 495 6078386

Fax: +7 495 6329392

E-mail: mail4000@mail.ru

Ms Yulia FETISOVA

Consultant

Ministry of Economic Development
1,3 1-St Tverskaya-Yamskaya Str.,
125993, GSP-3

Moscow A-47

Fax: +7 495 694 5280

E-mail: fetisova@economy.gov.ru
fetjul@rambler.ru**SAN MARINO - SAINT-MARIN**

Delegate

Ms Daniela ROTONDARO

Counsellor

Permanent Representative of the Republic of
San Marino to FAO

Via Eleonora Duse, 35

00197 Rome

Italy

Tel.: +39 06 8072511/5131

Fax: +39 6 8070072

E-mail: ambsmarinofao@ambrsm.it

SERBIA – SERBIE

Delegate
 Ms Suzana DJORDJEVIC-MILOSEVIC
 Assistant Minister
 Ministry of Agriculture, Water Management
 et Forestry
 Nemanjina 22-26
 11000 Belgrade
 Tel.: +381 11 2634941
 Fax: +381 11 2634941
 E-mail:
suzana.djordjevic@minpolj.sr.gov.yu

**SLOVAKIA – SLOVAQUIE
ESLOVAQUIA**

Delegate
 Ms Zdenka KRAMPLOVÁ
 Minister for Agriculture
 Ministry of Agriculture
 Dobrovičova 12
 81266 Bratislava
 Fax: +421 2 59266 294
 E-mail: b.hellebrandtova@land.gov.sk

Alternates
 Ms Marieta OKENKOVÁ
 Director General
 Foreign Coordination Department
 Ministry of Agriculture
 Dobrovičova 12
 81266 Bratislava
 Fax: +421 2 59266
 E-mail: marieta.okenkova@land.gov.sk

Ms Eva KOLESÁROVÁ
 Director
 Foreign Relations Department
 Ministry of Agriculture
 Dobrovičova 12
 81266 Bratislava
 Fax: +421 2 59266 294
 E-mail: eva.kolesarova@land.gov.sk

Ms Barbara HELLEBRANDTOVÁ
 National Secretary for Cooperation of the
 Slovak Republic with FAO
 Ministry of Agriculture
 Dobrovičova 12
 81266 Bratislava
 Fax: +421 2 59266 294
 E-mail: b.hellebrandtova@land.gov.sk

Milan KOVAC
 Permanent Representative of the
 Slovak Republic to FAO
 Embassy of the Slovak Republic
 Via Colli della Farnesina 144/6
 00194 Rome
 Italy
 Tel: +390636715206
 Fax: +390636715266
 E-mail: milan_kovac@rim.mfa.sk

Fedor ROSOCHA
 Senior Officer
 Department for UN et UN Organizations
 Ministry of Foreign Affairs
 Hlboká cesta 2
 Bratislava

SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA

Delegate
 Iztok JARC
 Minister for Agriculture, Forestry et Food
 Ministry of Agriculture, Forestry et Food
 Dunajska 58
 1000 Ljubljana
 Fax: +386 1 4789021
 Email: fao.mkgp@gov.si

Alternates
 Ms Bojana HOČEVAR
 Advisor
 Ministry of Agriculture, Forestry et Food
 Dunajska 58
 1000 Ljubljana
 Fax: +386 1 4789155
 E-mail: bojana.hocevar@fastwebnet.it

Marko VERBIČ
Secretary
Ministry of Agriculture, Forestry et Food
Dunajska 58
1000 Ljubljana
Fax: +386 1 4780155
E-mail: marko.verbic@gov.si

Leon MEGUŠAR
Advisor
Ministry of Agriculture, Forestry et Food
Dunajska 58
1000 Ljubljana
Fax: +386 1 4789155
Email: leon.megusar@gov.si

Ms Danicla DOBROVC
Advisor
Ministry of Agriculture, Forestry et Food
Dunajska 58
1000 Ljubljana
Fax: +386 1 4789155
E-mail: danica.dobrovce@gov.si

Jean-Pierre SABSOUB
Administrator
Council of the European Union
Rue de la Loi 175
1048 Brussels
Belgium
Fax: +32 2 2817227
Email: jean-pierre.sabsoub@consilium.europa.eu

Jernej KOVAC
Public Relations
Ministry of Agriculture, Forestry et Food
Dunajska 58
1000 Ljubljana

Ms Simona ROGL
Ministry of Agriculture, Forestry et Food
Dunajska 58
1000 Ljubljana

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Delegado
Sra Pilar VILLALBA CORTIJO
Ministerio de Medio Ambiente, Medio Rural
y Ambiente
Pº Infanta Isabel No. 1
28071 Madrid
Fax: +3491 468 5179
E-mail: pvillalb@mapa.es

SWEDEN - SUÈDE - SUECIA

Delegate
Rolf ERIKSSON
State Secretary
Ministry of Agriculture, Food
et Fisheries
Fredsgatan 8
S 103-33 Stockholm
Fax: +46 8 206496
E-mail:
rolf.eriksson@agriculture.ministry.se

Alternates
Ms Tina LINDSTRÖM
Senior Administrative Officer
Ministry of Agriculture, Food
et Fisheries
Fredsgatan 8
S 103-33 Stockholm
Fax: +46 8 4054972
E-mail:
tina.lindstrom@agriculture.ministry.se

Andreas DAVELID
Trade Policy Analyst
Swedish Board of Agriculture
551 82 Jönköping
Sweden
Fax: +46 36 308577
E-mail: andreas.davelid@sjv.se

Anders KLUM
Ambassador
Permanent Representative of Sweden
to FAO
Embassy of Sweden
Piazza Rio de Janeiro 3
00161 Rome
Italy
Tel: +39 06 441941
Fax: +39 06 44194762
E-mail: anders.klum@foreign.ministry.se

SWITZERLAND - SUISSE - SUIZA

Délégué
 Hubert POFFET
 Section Agriculture durable international
 Office fédéral de l'agriculture OFAG
 Mattenhofstrasse 5
 CH-3003 Berne
 Téléphone : +41 31 3251700
 Fax : +41 31 322 2634
 E-mail: hubert.poffet@blw.admin.ch

Suppléants
 Hans-Jörg LEHMANN
 Ministre
 Représentant permanent de la Suisse
 auprès de la FAO
 Viale Aventino 89
 00153 Rome
 Italie
 Téléphone: +39 06 5756293
 Fax: +39 06 5756321
 E-mail: hans-joerg.lehmann@eda.admin.ch
 Mme Wendy PETER
 Président
 FAO/ECA Groupe de travail sur la femme et
 la famille dans le développement rural
 (WPW)
 Bioforum Schweiz
 CH-6130 Wellberg
 Téléphone:
 Fax: +41 9703505
 E-mail: bio-forum@bluewin.ch

**TAJIKISTAN – TADJIKISTAN -
TAYIKISTÁN**

Delegate
 Isroilov SIJODIN
 Deputy Minister for Agriculture
 Ministry of Agriculture
 Rudaki Avenue 44
 734025 Dushanbe
 Fax: +99 237 2218003/2217305
 E-mail: tr_mrd@inbox.ru

Alternate
 Gulonov HIKMATULLO
 Head of Department of
 International Relations
 Ministry of Agriculture
 Rudaki Avenue 44
 734025 Dushanbe
 Fax: +99 237 2218003/2217305
 E-mail: tr_mrd@inbox.ru

**THE FORMER YUGOSLAV
REPUBLIC OF MACEDONIA - L'EX
RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE
MACÉDOINE - LA EX REPÚBLICA
YUGOSLAVA DE MACEDONIA**

Arsim ZEKOLLI
 Ambassador
 Nibelungengasse 7/22
 1010 Vienna
 Austria

TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA

Delegate
 Masum BURAK
 Director General
 General Directorate of Agricultural Research

Alternate
 Mustafa IMIR
 Head of Department of Foreign Relations
 Ministry of Agriculture et Rural Affairs

**TURKMENISTAN – TURKMÉNISTAN
- TURKMENISTÁN****UKRAINE – UCRANIA**

Delegate
 Ms Valentyna ZAVALEVSKA
 Deputy Minister for
 Agricultural Policy
 Ministry of Agricultural Policy

Alternate
 Mykhailo RUDENKO
 Director
 Department of Foreign Economic Relations
 Ministry of Agricultural Policy

**UNITED KINGDOM -
ROYAUME UNI - REINO UNIDO**

Delegate
Victor HEARD
Deputy Permanent Representative of the
United Kingdom to FAO
Permanent Representation of the
United Kingdom to FAO
Via Monserrato 48/1
00186 Rome
Italy
Tel: +39 06 68400901/2/3/4
Fax: +39 06 68400920
Email: v-heard@dfid.gov.uk

**UZBEKISTAN – OUZBÉKISTAN –
UZBEKISTÁN**

**ASSOCIATE MEMBER
MEMBRE ASSOCIÉ
MEMBRO ASOCIADO**

FAROE ISLANDS – ÎLES FÉROÉ (LES) – ISLAS FERROES

**OBSERVERS FROM MEMBER NATIONS NOT IN THE REGION
OBSERVATEURS D'ÉTATS MEMBRES N'APPARTENANT PAS À LA REGION
OBSERVADORES DE LOS ESTADOS MIEMBROS QUE NO PERTENECEN
A LA REGION**

CANADA – CANADÁ

Kent VACHON
Alternate Permanent Representative of Canada
to the Food et Agriculture Agencies to the UN
Permanent Representation of Canada to the
Food et Agriculture Agencies to the UN
Canadian Embassy
Via Zara 30
00198 Rome
Italy
Tel: +39 06854442551
Fax: +39 06854442930
E-mail: kent.vachon@international.gc.ca

**UNITED STATES OF AMERICA – ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE –
ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA**

Lee BRUDVIG
Deputy Permanent Representative to FAO
US Mission to the UN Agencies in Rome
Piazza del Popolo 18
Rome, Italy
Tel: +39 06 46743531
Fax: +39 06 46743517
E-mail: BrudvigLA@state.gov

**OBSERVERS FROM UNITED NATIONS MEMBER STATES
OBSERVATEURS D'ÉTATS MEMBRES DES NATIONS UNIES
OBSERVADORES DE LOS ESTADOS MIEMBROS
DE LAS NACIONES UNIDAS**

HOLY SEE - SAINT-SIÈGE - SANTE SEDE

Monseigneur Renato VOLANTE
Conseiller de Nonciature
Observateur permanent du Saint-Siège auprès de la FAO
Bureau de l'Observateur permanent du Saint-Siège auprès de la FAO
Palazzo San Calisto
Piazza San Calisto 16
00120 Cité du Vatican
Rome
Italy
Tel: +39 0669887234
Fax: +39 0669887195
E-mail: osserfao@mhsfao.va

**SOVEREIGN ORDER OF MALTA - ORDRE SOUVERAIN DE MALTE -
ORDEN SOBERANA DE MALTA**

**REPRESENTATIVES OF UNITED NATIONS ET SPECIALIZED AGENCIES
REPRÉSENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES
REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS
Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS**

**INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION (ILO)
ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT)
ORGANIZACIÓN INTERNACIONAL DEL TRABAJO (OIT)**

Ms Ann Herbert
Agriculture Specialist

**WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)
PROGRAMA MUNDIAL DE ALIMENTOS (PMA)**

Lubna ALAMAN
Chief
Inter-agency Affairs
Via Cesare Giulio Viola 68-70
Parco de Medici
Rome
Italy
Fax: +39 06 65132795
E-mail: lubna.alaman@wfp.org

**OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS (IGOs)
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES (OIGs)
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES (OIGs)**

**COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION
CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE
CONSEJO DE LA UNION EUROPEA**

Andrae RUPPRECHTER
175 Rue de la Loi
1048 Brussels
Belgium
Fax : +32 2 281 7957
E-mail: andrae.rupprechter@consilium.europa.eu

Jean-Pierre SABSOUB
Administrator
Council of the European Union
Rue de la Loi 175
1048 Brussels
Belgium
Fax: +32 2 2817227
E-mail: jean-pierre.sabsoub@consilium.europa.eu

**CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ÉTUDES
AGRONOMIQUES MEDITERRANEENES (CIHEAM)**

Ms Elena KAGKOU
Administrator
11 Rue Newton
Paris 75116
France
Tel: +33 1539105
Fax: +33 153239102
E-mail: kagkou@ciheam.org

**OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES**

ASSOCIATED COUNTRY WOMEN OF THE WORLD (ACWW)

Ms Joanna KOCH
UN Representative
A. Landstr. 89
8802 Kilchberg
Switzerland
Tel: +41 044 7151946
Fax: +41 044 7154137
E-mail: joannakoch@bluewin.ch

Ms Gertraud PICHLER
Permanent Representative
Stubenring 1
1010 Vienna
Austria
E-mail: gertraud.pichler@lebensministerium.at

BIOVERSITY INTERNATIONAL

Emile FRISON
Director-General
Bioversity International
Via dei Tre Denari 472/a
00057 Maccarese (Fiumicino)
Rome
Italy
Fax: +39 06 6118405
E-mail: e.frison@cgiar.org

Jozef TUROK
Regional Director, Europe
Bioversity International
Via dei Tre Denari 472/a
00057 Maccarese (Fiumicino)
Rome
Italy
Tel: +39 066118250
Fax: +39 06 61979661
E-mail: j.turok@cgiar.org

CAP 2013

Samuel FERET
Coordinator
La Gree du Val
56190 Arzal
France
Tel.: +33 6 08831235
Fax: +33 977965172
E-mail: samuel.feret@gmail.com

**CSA
(COLLECTIF STRATÉGIES
ALIMENTAIRES)**

Daniel VAN DER STEEN
Coordinateur
184d Boulevard Léopold II
1080 Bruxelles
Belgium
Tel: +32 24120663
Fax: +32 24120666
Email: daniel.vandersteen@csa-be.org

DIÖZESE INNSBRUCK

Thomas GARBER
Fachreferat für Schöpfungsverantwortung
Haus der Begegnung
Rennweg 12
6020 Innsbruck
Tel.: +43-512-587869-14 (Mo, Mi, Do vm)
Fax: +43-512-587869-11
E-mail: thomas.garber@diozese-innsbruck.at

Gudrun ERNSTBRUNNER
Project Officer
Heiliggeist str. 16
6020 Innsbruck

ELKANA

Ms Mariam JORJADZE
Director
16th Natveti, 3rd Delisi Street
0177 Tbilisi
Georgia
Tel: +995 32 53 64 85 (office)
Fax: +995 32 53 64 87;
E-mail: director@elkana.org.ge

FOUNDATION OF ASSISTANCE PROGRAMMES FOR AGRICULTURE (FAPA)

Andrzej HALASIEWICZ
Deputy Director
Wspolna 30
00-930 Warsaw
Poland
Tel.: +48 226231901
E-mail: a.halasiewicz@fapa.org.pl

FIAN

Ms Gertrude KLAFFENBÖCK
Section Coordinator
Johann Strauss Gasse 33/2-3
1040 Vienna
Austria
Tel.: +43 1 2350239
E-mail: fian-oe@oneworld.at

Dietlind HÖFLE
Volunteer
Johann Strauss Gasse 33/2-3
1040 Vienna
Austria
Tel.: +43 1 2350239
E-mail: dhoefle@gmx.a

Bastiaan COLOMBAROLI
Assistant Campaign Coordinator
Willy-Brandt Platz 5
69115 Heidelberg
Germany
Tel.: +49 6221 6530052
Fax: +49 6221 830545
E-mail: colombaroli@fian.org

Martin WOLPOLD-BOSIEN
Campaign Coordinator
Willy-Brandt Platz 5
69115 Heidelberg
Germany
Tel.: +49 6221 6530041
Fax: +49 6221 830545
E-mail: wolpold@fian.org

**INTERNATIONAL UNION OF NUTRITIONAL SCIENCES (IUNS)
UNIÓN INTERNACIONAL DE CIENCIAS DE LA NUTRICIÓN (IUNS)
UNION INTERNATIONALE DES SCIENCES DE LA NUTRITION (UISN)**

Ibrahim ELMADFA
President-Elect
Council
International Union of Nutritional Sciences
Institute F. Ernährungswiss
Universite Wien
Althan Straße 14.
A-1090 Wien
Austria
Fax: +43 1 42779549
E-mail: ibrahim.elmadfa@univie.ac.at

PRACTICAL ACTION

Patrick MULVANY
ITDG Intermediate Technology Development Group
The Schumacher Centre for Technology & Development
Bourton Hall
Bourton-on-Dunsmore RUGBY
CV23 9QZ
United Kingdom
Tel: +44 1926 63 44 69 office
Fax: +44 1788 57 89 58 private
Email: patrickmulvany@clara.co.uk

**PROTECTION OF CONSUMERS'
RIGHTS**

Abgar YEGHOYAN
Hanrapetutyán 76/1, Apr. 28
0001 Yerevan
Armenia
Tel.: +374 10 543818
Fax: +374 10 543843
E-mail: upcr@web.am

ROTARY INTERNATIONAL

Antonio LICO
Rotary International Representative to FAO
Via Luigi Amadeo 4
00152 Rome
Italy
Tel: +39 0658320689
Fax: +
E-mail: ilico@fastwebnet.it

VIA CAMPESINA AUSTRIA

Irmi SALZER
Mariahilferstrasse 89/22
1060 Vienna
Austria
Tel: +43 699 11827634
Fax: +43 1 8929400
Irmi.salzer@viacampesina.at

VREDESEILANDEN

Gert ENGELN
Policy Officer
Blijde Inkomststraat 50
3000 Leuven
Belgium
Tel: +32 16 316594
Fax: +32 16 316581
Email: gert.engelen@vredeseilanden.be

**WORLD ECONOMIC FORUM
FORO ECONÓMICO MUNDIAL
FORUM ÉCONOMIQUE MONDIAL**

Ms Helena LEURENT
Associate Director
World Economic Forum
91-93 Route de la Capite
Cologne 1224
Switzerland
Tel. : +4122 869 1447
Fax : +41 22 786 2744
E-mail : Helena.Leurent@weforum.org)

**FAO STAFF
FONCTIONNAIRES DE LA FAO
FUNCIONARIOS DE LA FAO**

Jacques Diouf	Director-General
James Butler	Deputy Director-General
Anton Mangstl	Director, Knowledge Exchange et Capacity Building Division
Mustapha Sinaceur	Subregional Representative for North Africa
Fernanda Guerrieri	Emergency Operations Service, Emergency Operations et Rehabilitation Division
Ms Barbara Burlingame	Senior Officer, Nutrition Assessment et Planning Service
Ms Annie Monard	Locust Officer, Locust et other Migratory Pests Group
Ms Karin Nichterlein	Agricultural Research Officer, Research et Extension Division
Andriy Rozstalnyy	Animal Health et Production Officer, Subregional Office for Central et Eastern Europe
Volker Sasse	Forestry Officer, Subregional Office for Central et Eastern Europe

**CONFERENCE SECRETARIAT
SECRÉTARIAT DE LA CONFÉRENCE
SECRETARÍA DE LA CONFERENCIA**

Ms Maria Kadlecikova	Regional Representative for Europe et Central Asia O-i-C Subregional Office for Central et Eastern Europe
Tomasz Lonc	Secretary, Regional Conference
Tsukasa Kimoto	Officer-in-Charge, Subregional Office for Central Asia
David Sedik	Reports Officer
Valerie Guidi	Conference Affairs Officer
Raimund Jehle	Secretary, European Commission on Agriculture
Ms Teresa Buerkle	Information Officer

Michal Demes	NGO/CSO Liaison Officer
Stuart Tippins	Information Technology Officer
Ms Chiara Botta	Documents Officer
Ms Antonella Apuzzo di Portanova	Registration et Administration Officer

ANNEXE B

ORDRE DU JOUR

I. INTRODUCTION

1. Cérémonie d'ouverture
2. Élection du Président et des Vice-Présidents et nomination du Rapporteur
3. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier

II. DÉCLARATIONS

4. Discours du Directeur général
5. Allocution du Président indépendant du Conseil de la FAO

III. POINTS À DÉBATTRE ET POUR INFORMATION

6. Principales conclusions et recommandations issues du débat de la trente-cinquième session de la Commission européenne d'agriculture sur le « Rôle de la FAO dans l'échange de savoirs et le renforcement des capacités en région Europe et Asie centrale » et sur « l'Engagement de la FAO dans les réformes du système des Nations Unies »
7. Rapport sur les activités de la FAO dans la région 2006-07, concernant en particulier la réalisation des Objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement, et priorités futures
8. Questions découlant de la trente-quatrième session de la Conférence de la FAO
9. Situations d'urgence mondiales et régionales
10. La FAO et l'adaptation au changement climatique dans la région Europe
11. La promotion des produits agricoles et alimentaires traditionnels de la région: Une nouvelle étape sur la voie du développement rural durable

IV. AUTRES QUESTIONS

12. Date et lieu et principaux thèmes de la vingt-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe
13. Autres questions
14. Adoption du rapport
15. Clôture de la Conférence

ANNEXE C

LISTE DES DOCUMENTS

ERC/08/1 Rev.1	Ordre du jour provisoire annoté
ERC/08/2	Rapport sur les activités de la FAO dans la région en 2006-07, l'accent étant mis sur la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des objectifs du Millénaire pour le développement et priorités futures
ERC/08/3	La FAO et l'adaptation aux changements climatiques dans la région Europe
ERC/08/3 Sup.1	La FAO et l'adaptation aux changements climatiques dans la région Europe - Rôle que pourrait jouer la FAO et observations sur la méthodologie
ERC/08/4	Promotion des produits agricoles et aliments régionaux traditionnels: un atout supplémentaire pour le développement rural durable

SÉRIE INF

ERC/08/INF/1 Rev.1	Note d'information
ERC/08/INF/2 Rev.1	Calendrier provisoire
ERC/08/INF/3 Rev.1	Liste des documents
ERC/08/INF/4	Discours du Directeur général
ERC/08/INF/5	Liste provisoire des délégués
ERC/08/INF/6	Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote présentée par la Communauté européenne (CE) et ses États membres
ERC/08/INF/7	Questions découlant de la trente-quatrième session de la Conférence de la FAO
ERC/08/INF/8	Situations d'urgence mondiales et régionales

SÉRIE LIM

ERC/08/LIM/1	Principales conclusions et liste des recommandations découlant des débats de l'ECA à sa trente-cinquième session sur le thème: Le rôle de la FAO dans l'échange de connaissances et le renforcement des capacités dans la région Europe et Asie centrale
ERC/08/LIM/2	Principales conclusions et liste des recommandations découlant des débats de l'ECA à sa trente-cinquième session sur le thème: L'engagement de la FAO dans les réformes du système des Nations Unies

ANNEXE D

DISCOURS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

*Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Mesdames et Messieurs,*

Introduction

C'est un honneur et un grand plaisir pour moi que d'être ici avec vous à cette vingt-sixième Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, qui se tient dans la pittoresque ville autrichienne d'Innsbruck. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au gouvernement et au peuple autrichiens pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité qu'ils ont réservés aux délégations. Je souhaite également remercier les autorités du pays hôte d'avoir pris à leur charge les frais de voyage et d'hébergement de certains pays afin que tous les États Membres de la région puissent être présents aujourd'hui.

État de l'insécurité alimentaire dans le monde, en Europe et en Asie centrale

La faim et la pauvreté sont les deux grands fléaux de l'humanité. Le *Sommet mondial de l'alimentation* de 1996 et le Sommet du Millénaire avaient donc fixé comme objectif de réduire de moitié la faim et la sous-alimentation pour 2015. Hélas, douze ans plus tard, force nous est de constater que les progrès faits pour atteindre cet objectif ont été très insuffisants. Si nous comparons la période de référence de 1990-92 et les estimations les plus récentes dont nous disposons, nous observons que la tendance à la réduction du nombre de personnes souffrant de la faim s'est malheureusement inversée. Il y avait en effet 854 millions de personnes sous-alimentées dans le monde en 2001-03 et ce chiffre total est passé à 862 millions en 2002-04. Les pays en développement ont enregistré une augmentation de 7 millions des personnes sous-alimentées par rapport aux 823 millions de la période de référence (1990-92) des engagements du Sommet mondial de l'alimentation (SMA).

Cependant, les données montrent que les pays en transition ont récemment fait des progrès en matière de réalisation de l'objectif du SMA. Le nombre de personnes souffrant de la faim dans ces pays a diminué de 2,2 millions entre 2001-03 et 2002-04 (tombant de 24,7 à 22,5 millions de personnes), soit une réduction de 9 pour cent. Cette amélioration est principalement le fait de la Communauté des États indépendants (CEI) où se trouvent la plupart des personnes sous-alimentées de la région.

Croissance du PIB par habitant et production agricole dans la région

Comme dans la plupart des régions du monde touchées par l'insécurité alimentaire, la faim en Europe et en Asie centrale tient à la pauvreté rurale et aux catastrophes naturelles et provoquées par l'homme, plutôt qu'à une pénurie absolue d'aliments au niveau macroéconomique.

Depuis dix ans, certains des pays les plus pauvres ont obtenu les augmentations les plus fortes du revenu national par habitant, en particulier les pays de Transcaucasie et d'Asie centrale,

tandis que les pays d'Europe occidentale et orientale ont eu une croissance plus lente. En outre, la production agricole par habitant a progressé plus vite dans les pays de Transcaucasie et d'Asie centrale et plus lentement en Europe occidentale et orientale.

Contraintes s'exerçant sur la sécurité alimentaire

Mais cette tendance positive des dix dernières années pourrait s'inverser. Depuis deux ans, on observe en effet des hausses de prix sensibles de presque tous les produits alimentaires de base, qui ont eu un impact important sur la sécurité alimentaire des groupes les plus vulnérables. En 2007, les cours mondiaux des denrées alimentaires ont augmenté de 40 pour cent. Cette flambée des prix a eu un effet déstabilisateur dans de nombreux pays pauvres. Depuis l'automne 2007, j'ai pris un certain nombre d'initiatives pour sensibiliser les décideurs et la société civile aux mesures à prendre pour remédier à ce problème.

Initiative de la FAO contre la flambée des prix des denrées alimentaires

En mars 2008, la FAO et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ont organisé une conférence consacrée à la flambée des prix des denrées alimentaires, durant laquelle les deux organisations ont appelé à l'adoption de mesures audacieuses pour contenir les hausses des prix. Les experts de la FAO estiment qu'il y a un potentiel agricole significatif au Kazakhstan, en Russie et en Ukraine. Avec un environnement de politiques favorable et des investissements dans les infrastructures, on pourrait remettre en culture au moins 13 millions d'hectares, sans coût environnemental majeur. De surcroît, les rendements des cultures dans ces trois pays sont trois fois plus faibles qu'en Europe centrale, orientale et occidentale, où l'on emploie des intrants modernes et où l'on a recours à des systèmes d'agriculture contractuelle pour réduire les risques du marché.

Cependant, les gouvernements ont souvent réagi aux hausses des prix des denrées alimentaires en imposant des restrictions à l'exportation, compromettant les circuits de commercialisation en place. Au lieu d'encourager les investissements, ces politiques ont abouti à l'annulation de contrats d'exportation et à une baisse des prix versés aux agriculteurs.

Autres contraintes s'exerçant sur la sécurité alimentaire dans la région

Depuis deux ans, la production agricole et la sécurité alimentaire de la région sont mises à mal par les organismes nuisibles, les maladies et les situations d'urgence. La FAO a lancé des projets visant à fournir des pesticides et autres produits. Elle a organisé des consultations régionales sur la migration transfrontalière des criquets et les maladies. Les pays de Transcaucasie ont été touchés par la grippe aviaire, la fièvre aphteuse et la peste porcine africaine.

La FAO a toujours préconisé une approche fondée sur la prévention, donnant la priorité au renforcement des institutions, à la formation de fonctionnaires nationaux et à la détection précoce. Elle a joué un rôle de chef de file dans la lutte contre les maladies et organismes nuisibles transfrontaliers en mobilisant les compétences techniques internationales et les ressources financières nécessaires. À cet égard, je tiens à souligner la coopération étroite et fructueuse qui existe entre la FAO et ses principaux partenaires dans la région, à savoir l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation mondiale de la santé animale et la Commission européenne.

Ces deux dernières années, la FAO a répondu à des situations d'urgence dans la Fédération de Russie, au Tadjikistan et en République de Moldova. Elle a aidé des ménages ruraux pauvres à reconstituer leurs moyens de subsistance, en particulier par l'élevage donnant des produits à valeur élevée. Elle a fourni des semences et des fourrages aux agriculteurs touchés par les fortes chutes de neige et la sécheresse.

Ordre du jour de la Conférence régionale

Pendant cette vingt-sixième Conférence régionale, vous serez informés des activités de la FAO dans la région. L'accent a été mis sur la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement.

En outre, les recommandations émanant des Tables rondes ministérielles sur « la FAO et l'adaptation au changement climatique dans la région Europe » et sur « la promotion des produits agricoles et des aliments traditionnels régionaux » présenteront un intérêt particulier.

Principaux défis et perspectives dans la région

*Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,*

La Communauté des États indépendants et les pays de l'Europe du Sud-Est sont beaucoup plus ruraux que les pays d'Europe occidentale. L'agriculture urbaine et périurbaine est également une source de revenus, de devises et d'emplois rémunérés. Pourtant, l'agriculture demeure un secteur vulnérable et elle est génératrice de revenus relativement faibles en raison de l'insuffisance des rendements des cultures.

La principale préoccupation de la FAO concernant cette région est donc la pauvreté rurale qui, dans certains pays et en particulier en Asie centrale, s'accompagne d'une insécurité alimentaire. Cependant, les pays ont un grand nombre de spécialistes qualifiés dans des domaines techniques tels que la médecine vétérinaire, les pêches, les forêts et l'agronomie. Mais ce qui manque pour l'agriculture et la croissance rurale, ce sont des politiques du développement qui favorisent l'agriculture commerciale, et des institutions de gouvernance et d'appui pour le développement des exploitations familiales et du secteur privé. Les nouveaux États Membres de l'UE ont réussi à réduire la pauvreté rurale, à assurer une croissance agricole durable et à devenir des pays à revenu élevé en adaptant leurs politiques et leurs institutions. Ils détiennent des informations inestimables et des éléments de connaissances techniques spécialisées inestimables pour la mise en œuvre du processus de transition agricole.

La FAO est prête à fournir une aide:

- pour adapter les politiques et institutions aux besoins de l'agriculture de marché et aux normes du commerce international;
- pour donner des avis sur les techniques d'une agriculture moderne et durable;
- pour aider les pays à mettre en place des systèmes plus sûrs de contrôle des aliments;
- pour assurer une utilisation durable des forêts et autres ressources naturelles;
- et surtout, pour assurer la sécurité alimentaire pour tous.

Enfin, la FAO doit s'acquitter de son mandat de façon particulièrement efficace. C'est pourquoi, avec l'appui de tous les États Membres qui travaillent actuellement sur les conclusions de l'Évaluation externe indépendante menée en 2006 et 2007, je suis personnellement attaché, de même que l'ensemble du Secrétariat, au processus de réforme lancé par la Conférence de l'Organisation en novembre 2007.

Je vous souhaite une réunion très fructueuse et vous remercie de votre aimable attention.

ANNEXE E

DISCOURS DU PRÉSIDENT INDÉPENDANT DU CONSEIL DE LA FAO

*M. le Président,
M. le Directeur général de la FAO,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,*

C'est pour moi un honneur et un plaisir que de pouvoir m'adresser à vous, en tant que votre représentant élu, au sujet de nos responsabilités, de nos réalisations et de nos difficultés à la FAO. Je tiens d'abord à vous remercier sincèrement, M. le Président, ainsi que votre Gouvernement, pour l'excellente hospitalité qui nous est offerte dans cette belle ville d'Innsbruck.

À l'occasion d'autres conférences régionales de la FAO, j'ai partagé mes vues avec des collègues sur deux questions à régler d'importance majeure, à savoir la flambée des prix des denrées alimentaires et l'état d'avancement du suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO (EEI). Je demeure convaincu que ces deux thèmes sont les plus importants à traiter. Néanmoins, la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies, qui a été une réussite, a débattu du premier thème en profondeur, la majorité d'entre vous y ont contribué et en connaissent les conclusions. Je saisis cette occasion pour exprimer ma reconnaissance et mes félicitations à M. Diouf, Directeur général de la FAO, pour un travail bien fait. Par ailleurs, les progrès en matière de suivi de l'Évaluation externe indépendante sont inscrits à l'ordre du jour de cette réunion et nous les examinerons à fond plus tard dans la journée. Je serai donc bref et me contenterai de rappeler certaines questions importantes qui, pour diverses raisons, n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritaient.

D'abord, la flambée des prix des denrées alimentaires et son impact sur les producteurs et les consommateurs. Mes collègues et moi-même avons participé activement à la Conférence de haut niveau, à toutes les réunions plénières, aux tables rondes, aux réunions des ONG et du secteur privé et à d'autres événements parallèles de la Conférence de haut niveau. Nous avons préparé une liste récapitulative des questions examinées. Les deux questions les plus importantes qui ont mobilisé le plus l'attention et suscité le moins de controverses étaient:

- la nécessité d'aider les petits producteurs agricoles et les consommateurs vulnérables à court, moyen et long termes, et
- les partenariats et une coopération réelle, au lieu du chevauchement et de la séparation des efforts entrepris au niveau international.

Aujourd'hui, en particulier après les inondations en Chine et aux États-Unis d'Amérique, et avec la sécheresse qui sévit en Australie, au Proche-Orient et dans certaines parties de l'Europe, il est certain que le monde est confronté à une crise, celle de la flambée des prix des denrées alimentaires et des pénuries alimentaires. Il n'y a pas de doute non plus que la grande partie des pressions sous-jacentes qui contribuent à cette situation sont bien présentes et vont le rester. En fait, nous nous félicitons que certaines d'entre elles soient là. Nous nous félicitons qu'un nombre croissant de personnes puissent se permettre une alimentation plus variée et mieux équilibrée sur le plan nutritionnel. Nous nous réjouissons qu'il existe une concurrence pour la terre, pour l'amélioration des logements et des loisirs. Nous nous félicitons que certains pauvres puissent

améliorer leurs moyens d'existence en satisfaisant ces besoins. Mais ce dont nous ne pouvons nous féliciter, c'est que dans toutes les sociétés, même les plus riches, il y ait des perdants et que bon nombre des pays les plus pauvres voient dans l'ensemble leur situation s'aggraver et aient de plus en plus de mal à nourrir leurs populations.

Nous commençons tout juste à prendre la mesure de la portée et de la profondeur des changements probables de l'environnement, des paysages ruraux et de l'agriculture, y compris les pêches et les forêts. Il est impossible de prévoir l'intensité et les effets de ces changements, mais chacun s'accorde à reconnaître qu'ils seront profonds et auront des effets à l'échelle planétaire. La crise est là, il faut répondre aux besoins de ceux qui souffrent de la faim ou de la malnutrition. Dans l'immédiat, cela exige un accroissement de l'aide alimentaire avec le moins de distorsion possible des moyens d'incitation à la production. Au cours des deux prochaines années, nous devons faire en sorte que la production augmente, aussi bien dans les pays moins avancés qu'au niveau mondial et que cette production accrue profite à ceux qui en ont le plus besoin. En même temps, nous devons peu à peu abandonner l'idée de gérer chaque crise parmi les populations vulnérables exposées à des catastrophes climatiques chroniques au coup par coup et institutionnaliser des dispositifs de protection soutenus au niveau international.

La crise actuelle a de nombreuses causes, économiques, sociales, climatiques, démographiques, ou tenant à la diversification de la demande de produits agricoles, pour n'en citer que quelques-unes. Nous devons nous attaquer à ces causes à moyen et à long termes. Si nous laissons aller les choses, une partie du problème pourrait trouver une solution naturelle dans la réaction des marchés, mais les marchés ne sauraient à eux seuls résoudre les problèmes des plus démunis, allant des moyens de subsistance aux dispositifs de protection, aux besoins d'investissement à long terme dans les infrastructures, à l'atténuation des changements climatiques, à l'adaptation à ces changements ou à la gestion des ressources naturelles.

La responsabilité incombe principalement aux gouvernements nationaux. Nous devons intégrer dans toutes les politiques mondiales et les processus de négociations de nos gouvernements la cause des pauvres et de ceux qui souffrent de la faim. Il nous faut produire plus, nous avons besoin d'aliments moins chers et nous devons nous doter des moyens nécessaires pour que les populations puissent se procurer de la nourriture, droit le plus fondamental après celui à la vie. Pour que le monde en développement ait de quoi se nourrir, l'Europe doit agir, par l'intermédiaire de politiques commerciales ou sous la forme d'aide. Il y a une tendance fâcheuse à considérer cette crise comme une possibilité de protéger les agriculteurs européens aux dépens des pays en développement. Il est encore difficile d'adopter des politiques communes en matière de climat et d'énergie et, plus encore, de donner à l'agriculture, à nos forêts et à nos océans la place qui leur revient.

À long terme, la meilleure façon de réduire les prix des denrées alimentaires sera d'augmenter la productivité agricole moyennant des investissements publics dans la recherche agronomique, l'éducation en milieu rural et les infrastructures rurales, notamment l'utilisation rationnelle de l'eau dans l'agriculture, et la mise en place de cadres de politique générale et juridiques qui stimulent les marchés et instaurent un climat propice à l'investissement privé, à la création d'emplois et aux gains de productivité. L'accroissement de la productivité passe par la conception d'instruments novateurs pour la gestion des risques, par exemple l'assurance indexée contre les intempéries. Les investissements dans les institutions et les infrastructures matérielles dans le but de créer des marchés compétitifs fonctionnant correctement permettent de faire remonter les hausses des prix jusqu'à l'exploitation. Remplir cette condition préalable permet aussi une plus grande participation au marché. Compte tenu de la hausse des prix des denrées alimentaires, cela contribue également à encourager les agriculteurs à étendre leur production et à augmenter leur productivité. Si ces investissements ne vont pas réduire les prix des denrées alimentaires à court terme, il est important de garder à l'esprit les mesures à long terme, sinon il ne sera pas possible de parvenir à la sécurité alimentaire durable.

À moyen terme, le bon fonctionnement des marchés est indispensable pour éviter les comportements monopolistiques tout au long de la chaîne de valeur, augmenter la part des

producteurs dans les augmentations de prix et réduire les prix à la consommation. Il est important de renforcer les institutions et les organisations de petits exploitants agricoles ainsi que les petites et moyennes entreprises dans les pays en développement, tout en acheminant efficacement les ressources du secteur privé international. Cela donnera une véritable autonomie aux producteurs des pays en développement et créera des emplois, ce qui leur confèrera plus de pouvoir sur le marché et dans la chaîne de valeurs.

Les interventions et les politiques qui augmentent le pouvoir collectif des petits producteurs et des travailleurs agricoles et réduisent les coûts du financement, de la fourniture d'intrants et des transactions commerciales peuvent également aider les petits exploitants agricoles et les petites entreprises à profiter des hausses des prix. Assurer l'accès à la terre et renforcer les droits des pauvres aux intrants agricoles et aux ressources (terre, eau) devraient être des priorités du programme de toutes les parties prenantes, qu'il s'agisse des organisations gouvernementales ou de la société civile. En favorisant l'accès des pauvres aux moyens de production, on peut augmenter leur participation au marché. Non seulement les avantages d'une participation accrue au marché sont synonymes de revenus accrus, mais ils sont aussi un moteur puissant incitant à produire davantage.

Cela me ramène au deuxième point important: comment la communauté internationale doit-elle procéder pour faire avancer le processus?

La FAO ne peut obtenir de bons résultats si elle travaille seule. La plus grande partie de la configuration de base est en place. La FAO est un forum mondial et elle aide les pays en matière d'élaboration de politiques, de renforcement des capacités et de transfert de technologies ainsi que pour la fourniture de données et d'analyses de base, y compris du commerce et même la fourniture d'intrants agricoles dans les situations d'urgence. La Banque mondiale effectue des analyses de l'environnement macro-économique. Le Programme alimentaire mondial répond aux besoins alimentaires durant les situations d'urgence et les périodes de pénurie chronique ainsi qu'à l'institutionnalisation des dispositifs de protection. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) aide les plus démunis moyennant des investissements en faveur des pauvres. Le système du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) devrait effectuer la recherche qui ne peut être faite par le secteur privé pour s'adapter au changement, y compris au changement climatique, mais sous l'influence de ses fondateurs, son programme s'est peu à peu éloigné de sa tâche essentielle.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a mis en place une équipe spéciale de haut niveau composée de membres du système des Nations Unies, des institutions de Bretton Woods et des organisations ayant leur siège à Rome qui ont commencé des travaux sur une stratégie commune, mais malgré tous les efforts entrepris à l'échelon international, notre système international ne fonctionne pas comme un tout cohérent.

Les principales organisations ont été soumises récemment à des évaluations. Toutes ont montré que le système ne fonctionnait pas comme un système. Toutes ont montré que des améliorations étaient possibles dans chaque organisation. Il y a eu des dérapages avec certains acteurs du système qui, malgré des ressources rares, ont repris peu à peu des fonctions assignées à d'autres. Il y a eu des lacunes dans la configuration, notamment pour ce qui concerne le financement et l'analyse générale et il y a eu des échecs dans la recherche de possibilités pour une efficacité accrue, notamment dans l'action conjointe au niveau des pays.

Il faut agir vite et il n'y a pas de temps pour de grandes réformes de la configuration internationale. Le diagnostic concernant différentes composantes du système est là, il découle des évaluations faites récemment. Le diagnostic global n'a pas été fait. Les différents acteurs du système doivent avancer ensemble pour le bien du plus grand nombre. Pour ce faire, il faut une situation favorable pour chaque Organisation et chaque pays. Les organes directeurs doivent commencer à jouer un rôle plus important. Bien que membres de toutes ces organisations, nous avons ignoré ces questions pendant trop longtemps dans nos programmes.

Notant l'initiative très louable du Secrétaire général des Nations Unies qui a créé une Équipe spéciale de haut niveau chargée de créer un cadre et une stratégie communs pour une action coordonnée entre les principaux acteurs institutionnels sur la sécurité alimentaire, je suis convaincu que nous devrions créer un mécanisme d'examen assorti de délais très précis (tous les six mois). Ce mécanisme devrait faire fond sur les évaluations déjà effectuées, et travailler avec les organes directeurs et les chefs de Secrétariat des organisations (FAO, FIDA, Banque mondiale, PAM et autres, notamment le GCRAI) non seulement pour formuler des recommandations pouvant être mises en pratique, mais encore pour rendre le système plus responsable et plus efficace. Dans un deuxième temps, si les circonstances s'y prêtent, il faudrait étudier des ajustements et des améliorations à long terme, mais en se concentrant sur des mesures immédiates, fondées sur la structure organisationnelle existante, en particulier pour coordonner le financement, déterminer les priorités et les lacunes, définir les rôles et partager les ressources le cas échéant, en s'appuyant sur un mécanisme d'évaluation et de suivi reposant sur le rendement, les résultats et la responsabilité.

M. le Président, je voudrais maintenant aborder la vaste et importante réforme en cours à la FAO.

Comme beaucoup d'entre vous le savent, outre l'honneur d'être nommé Président indépendant du Conseil, j'ai aussi été nommé par vous Président du Comité de la Conférence pour le suivi de l'Évaluation externe indépendante de la FAO. Étant donné que nous allons revenir sur ce thème plus tard dans la journée, je me limiterai à rappeler quelques points et à attirer votre attention sur une question de première importance.

Vous vous souvenez tous de notre long parcours, avec des hauts et des bas, mais qui, pris dans son ensemble, a renforcé notre but commun et notre unité. En novembre 2004, le Conseil est convenu de lancer une Évaluation externe indépendante de la FAO. Nous nous sommes attelés à la tâche et avons alors établi un groupe de travail représentant l'ensemble des Membres et établi toute une série de tâches à accomplir, pour une évaluation totalement indépendante et professionnelle. Ce groupe a été chargé de formuler des propositions pour l'avenir sur la manière de rendre notre organisation, la FAO, plus efficace au service de tous. La Conférence de novembre 2007 a approuvé sans réserve le mandat et nous avons mis en place un Comité du Conseil chargé de superviser les travaux.

Nous avons choisi une équipe d'évaluateurs très qualifiés et professionnels, venant de toutes les régions du monde et ils ne nous ont pas déçus. Ils ont procédé à une analyse approfondie et formulé une série de propositions très détaillées pour la **Réforme de la FAO dans la croissance**. Le Directeur général s'est joint aux Membres pour se féliciter du rapport, de l'analyse et des propositions. Cela a été reflété dans une résolution de la Conférence en novembre dernier qui a défini la nouvelle étape de nos travaux sur la base des discussions entreprises par les Amis du Président, auxquelles ont participé tous les Membres, et que j'ai eu le privilège de présider.

Nous avons maintenant mis en place un Comité de la Conférence représentant l'ensemble des Membres, avec trois groupes de travail. Nous travaillons systématiquement sur la base des conclusions et recommandations de l'Évaluation externe indépendante, en donnant nos avis à la Direction sur les points qui relèvent de notre compétence et sommes arrivés à des conclusions au sujet de nombreuses recommandations qui nous intéressent. Nous devons achever ce premier travail pour juillet de cette année afin qu'une session extraordinaire de la Conférence de la FAO, qui se tiendra en novembre de cette année, puisse ouvrir la voie, sur la base d'un plan d'action immédiate qui comprend les éléments d'un nouveau cadre stratégique et d'un plan à moyen terme pour la FAO.

L'occasion nous est offerte aujourd'hui de construire une Organisation plus forte, apte à mieux nous servir, tâche certes difficile mais stimulante. Il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle où différents groupes d'intérêt parmi les membres doivent se disputer des ressources de plus en plus limitées. Nous avons bien sûr des intérêts différents, ce qui est tout à fait légitime, mais nous avons tous à y gagner si la FAO devient plus efficace et cible mieux ses efforts. Il y a lieu aussi

d'espérer que cela accroîtra la confiance dans l'Organisation, et qu'ainsi de nouvelles ressources commenceront à affluer.

L'Évaluation externe indépendante recommande que les conférences régionales jouent un plus grand rôle dans la prise de décision de la FAO. Cette Conférence, ainsi que les autres conférences régionales qui se tiennent cette année, peuvent conférer un nouvel élan et donner de précieuses opinions qui nous aideront à faire avancer le processus de suivi de l'Évaluation externe indépendante. J'espère que vous profiterez de cette occasion dans vos interventions durant la Conférence et dans vos rencontres informelles avec moi et d'autres collègues de vos propres délégations qui travaillent à Rome pour faire avancer notre travail.

Mesdames et Messieurs,

L'Europe a joué un rôle important et constructif dans tout ce processus. Vous avez fourni l'essentiel des ressources financières pour l'Évaluation. Vous avez accepté le concept proposé de « Réforme dans la croissance » et, dans la négociation du budget pour l'exercice biennal 2008-2009, vous avez sauvé ce processus en acceptant le budget de maintenance proposé. En d'autres termes, vous avez essayé de combler l'écart en cherchant à aplanir les désaccords qui ont malheureusement prévalu à la FAO pendant longtemps. Maintenant, au sein de nos groupes de travail, nous avons cessé d'insister sur nos différences. Nous tentons de les aplanir en douceur, nouvelle expression introduite par nos collègues de l'Afrique.

Je vous demande surtout de continuer à vous efforcer de combler l'écart. L'un des deux vice-présidents du Comité de la Conférence pour le suivi de l'Évaluation externe indépendante vient de l'Europe, l'un des deux coprésidents du Groupe de travail sur la gouvernance vient de l'Europe. Quant aux deux autres groupes de travail, l'un est présidé par l'Europe et l'autre et a pour vice-président un Européen. Vous avez joué un rôle de premier plan dans ce processus important et délicat. Le changement nécessitera une première indication de la disponibilité de fonds extrabudgétaires, en effet un manque d'ambiguïté sur ce point aidera à faire avancer le processus. Il nécessitera aussi un franc parler. Je vous demande de continuer d'oeuvrer à cette fin de façon encore plus judicieuse et généreuse. Apportons notre contribution à l'édification d'un monde libéré de la faim et de la pauvreté.

ANNEXE F

PRÉSENTATION DE LA VICE-PRÉSIDENTE DU COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DE LA RÉFORME DE LA FAO SUR L'ÉVALUATION EXTERNE INDÉPENDANTE (EEI)

Diapositive 1

L'EEI et la Réforme de la FAO

La situation actuelle

Les perspectives futures

Diapositive 2

L'Évaluation externe indépendante (EEI)

- L'évaluation la plus ambitieuse jamais réalisée pour une organisation multilatérale
- Mandat, équipe et processus gérés par l'ensemble des 192 membres
- Axée sur les faits, portant sur les travaux du Siège et du terrain, enquête auprès des membres et assurance de qualité
- 109 recommandations adressées à la Direction de la FAO et aux membres

Diapositive 3

L'Évaluation externe indépendante (EEI)

- La FAO a besoin d'une réforme
- Orientation stratégique
- Amélioration de la direction et de la gouvernance
- Nouvelle culture, structure et systèmes
- Meilleure intégration dans le système des Nations Unies

Diapositive 4

L'Évaluation externe indépendante (EEI)

- Nous avons besoin de la FAO
- Hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires
- Effets du changement climatique
- Maladies transfrontières des animaux et des plantes
- Travaux normatifs, savoirs, politiques
- Gouvernance mondiale

Diapositive 5

Situation actuelle

- Trois Groupes de travail, 21 pays membres (7 x 3) + observateurs
- Groupe de travail I Vision, stratégie et priorités
- Groupe de travail II Gouvernance
- Groupe de travail III Culture, structure et systèmes
- Le CoC-EEI pour la coordination
- Pleine participation de la Direction de la FAO

Diapositive 6

Situation actuelle

- Les Groupes de travail ont examiné toutes les recommandations
- Nombre d'entre elles ont été acceptées, mais certains problèmes fondamentaux persistent
- Rien n'a été approuvé jusqu'à ce qu'une décision soit prise sur l'ensemble des recommandations
- Excellente coordination européenne (Slovénie)
- Des résultats concrets ne sont pas encore apparus

Diapositive 7

Perspectives futures

- Plan d'action pour des réformes immédiates à court et long termes
- Session extraordinaire de la Conférence en novembre 2008
- Cadre stratégique (12 ans) et Plan à moyen terme (6 ans)
- Conférence 2009

Diapositive 8

Clés de la réussite

Stratégie

- Priorités claires, fondées sur des critères convenus: besoins au niveau mondial, priorité des membres, avantage comparatif de la FAO
- Cadre stratégique et Plan à moyen terme renforçant le rôle de la FAO dans le domaine de la gestion des connaissances, de la gouvernance mondiale, du renforcement des capacités, des avis sur les politiques, de la focalisation, de la redevabilité et de la transparence
- Liens entre travail technique et thèmes transversaux
- Approche favorable à la parité hommes-femmes et à la durabilité

Diapositive 9

Clés de la réussite

Gouvernance

- Tâches séparées pour le Conseil et la Conférence
- Le Conseil sera l'organe exécutif qui assure une supervision efficace et transparente de la Direction de la FAO, oriente les choix stratégiques et fixe les priorités
- La Conférence examine les questions d'importance mondiale et approuve le budget et la stratégie

- Rôle effectif des Conférences régionales et des Comités techniques dans le nouveau cycle de budgétisation et de planification
- Mandat limité approuvé pour le Directeur général, processus de sélection et rapport annuel sur le travail du Directeur général

Diapositive 10

Clés de la réussite

Culture et structure

- Structure déstratifiée et intégrée au Siège, étendue appropriée des responsabilités, délégation de pouvoirs, subsidiarité au Siège et sur le terrain, octroi et prise de responsabilités
- Plan opérationnel remaniant radicalement la gestion des ressources humaines et financières et les systèmes administratifs
- Culture encourageant la prise en compte des coûts et les bons résultats

Diapositive 11

Risques

- Temps
- Crises provoquées par les prix des aliments et du pétrole
- Résistance et perception
- Rôle moteur et communication
- Volonté politique
- Ressources financières

Diapositive 12

Conclusion

- Nous avons besoin de la FAO et la FAO a besoin de réformes
- Il convient de maintenir l'élan en faveur du changement
- La réforme pourrait se prolonger pendant de nombreuses années
- Suivi de la mise en œuvre des réformes
- Rôle dynamique demandé à toutes les parties prenantes

ANNEXE G

PRINCIPALES CONCLUSIONS ET LISTE DES RECOMMANDATIONS ISSUES DU DÉBAT DE LA TRENTÉ-CINQUIÈME SESSION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE SUR LE « RÔLE DE LA FAO DANS L'ÉCHANGE DE SAVOIRS ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN EUROPE ET ASIE CENTRALE »

I. Principales conclusions du débat

1. Le rôle important de la FAO en tant qu'organisation détentrice de connaissances a été reconnu.
2. L'opinion de l'EEI selon laquelle le rôle de la FAO dans l'échange de connaissances et le renforcement des capacités est le principal avantage comparatif, en particulier pour les pays d'Europe et d'Asie centrale, a été mise en exergue.
3. Il a été souligné qu'une importante part des connaissances dépend des activités des États Membres et de la participation du secteur privé.
4. Les progrès faits par la FAO dans le domaine de l'échange de connaissances et du renforcement des capacités dans la région, en particulier en matière de collecte, d'analyse, d'interprétation et de diffusion d'informations sur l'agriculture et la transformation progressive en une forme plus active de gestion des connaissances ont été reconnus.
5. L'utilisation des meilleures pratiques dans les programmes d'échange de connaissances et l'accent mis sur l'importance de la collaboration sous-régionale ont été notés. L'attention particulière accordée aux outils d'information et portails multilingues et aux projets d'échange d'informations bénéficiant de l'appui de la FAO a été accueillie favorablement.
6. Les pays ont souligné que l'échange de connaissances et d'informations entre pays développés de l'UE et pays en transition de la région Europe, y compris les cinq pays d'Asie centrale desservis par le Bureau d'Ankara, était une évolution à signaler. La FAO jouait un rôle important à la fois en tant que facilitatrice de cet échange et en tant que pourvoyeuse de connaissances.
7. Il a été noté que WAICENT avait facilité avec succès l'accès numérique aux informations multilingues sur l'agriculture et les questions rurales et que les plates-formes d'échange d'informations telles qu'AgroWeb pourraient faire office d'importants modèles pour une coopération réussie.
8. L'importance de disposer de fonctions de mise en forme et de mise à jour à distance des informations du Web grâce à la gestion de plates-formes centralisées de collaboration et d'autres outils de recherche a été soulignée en ce qui concerne le système européen de réseaux coopératifs de recherche en agriculture (SCORENA).
9. Les plates-formes et réseaux d'information peuvent constituer un bon exemple de la promotion de la collaboration internationale, comportant notamment le renforcement des activités des ONG et la dévolution de pouvoirs à la société civile dans les régions potentiellement instables de l'Europe et de l'Asie centrale.
10. Les participants ont été informés de la nécessité d'adapter les activités de la FAO au nouveau modèle international et d'adopter une approche plus intégrée mettant en particulier l'accent sur l'action.

II. Liste des recommandations

La Commission a approuvé les recommandations ci-après:

11. La FAO devrait intensifier le renforcement des capacités et la formation sur la base de l'évaluation des besoins des divers pays.
12. Des programmes de renforcement des capacités devraient être préparés sur la base des bonnes pratiques établies et des données d'expérience du secteur privé.
13. Le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale devrait jouer un rôle de premier plan en renforçant la coopération des universités régionales et des institutions de recherche ainsi qu'en facilitant et en améliorant les travaux du personnel chargé des services de vulgarisation dans les États Membres.
14. La FAO devrait aussi envisager de jumeler les dispositions prises pour la diffusion des informations

ERROR: syntaxerror
OFFENDING COMMAND: %ztokenexec_continue

STACK:

-filestream-